

Rapport trimestriel aux actionnaires

Résultats du deuxième trimestre

Pour le trimestre clos le 30 juin 2015

Rapport trimestriel aux actionnaires

Veillez vous reporter à la page 5 pour prendre connaissance des mises en garde au sujet des déclarations prospectives et des mesures financières non définies par les IFRS.

Il est possible d'obtenir des exemplaires du présent rapport en se rendant à l'adresse www.greatwestlifeco.com ou en communiquant avec le Service du secrétariat général au 204 946-4388.

La Great-West et la conception graphique de la clé sont des marques de commerce de La Great-West, compagnie d'assurance-vie.
London Life et Financière Liberté 55 sont des marques de commerce de la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie.
Canada-Vie et le symbole social sont des marques de commerce de La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie.

RAPPORT TRIMESTRIEL AUX ACTIONNAIRES

Résultats pour le semestre allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes en date du 30 juin 2015 ont été approuvés par le conseil d'administration lors d'une réunion tenue aujourd'hui à Winnipeg.

Great-West Lifeco Inc. (Lifeco) a présenté un bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de 659 M\$, ou 0,661 \$ par action ordinaire, pour le trimestre clos le 30 juin 2015, comparativement à 615 M\$, ou 0,616 \$ par action ordinaire, pour la période correspondante de 2014, soit une hausse de 7 %.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 1 359 M\$, en hausse de 13 % comparativement à 1 202 M\$ pour la période correspondante de 2014, ce qui représente 1,363 \$ par action ordinaire pour le semestre clos le 30 juin 2015, comparativement à 1,203 \$ par action ordinaire pour la période correspondante de 2014.

L'actif administré consolidé au 30 juin 2015 se chiffrait à 1,1 billion de dollars, une hausse de 85 G\$ par rapport au 31 décembre 2014.

Faits saillants pour le trimestre

- Les souscriptions totales enregistrées par la Compagnie au deuxième trimestre de 2015 ont affiché une augmentation de 52 % par rapport au trimestre correspondant de 2014, pour se chiffrer à 24,5 G\$:
 - Les souscriptions de l'exploitation canadienne se sont chiffrées à 3,0 G\$, une augmentation de 4 % qui traduit la croissance soutenue des souscriptions de produits d'assurance et des souscriptions de produits de l'Individuelle pour l'unité Gestion du patrimoine.
 - Les souscriptions de l'exploitation européenne se sont chiffrées à 3,4 G\$, une augmentation de 21 % qui s'explique principalement par la forte croissance enregistrée en Irlande et en Allemagne.
 - Les souscriptions de Great-West Financial ont été de 7,8 G\$ US, une hausse de 250 % qui s'explique par la vigueur soutenue des souscriptions au sein d'Empower Retirement.
 - Les souscriptions brutes de Putnam ont été de 6,9 G\$ US, une baisse globale de 6 %. Les souscriptions institutionnelles ont augmenté de 42 % et les souscriptions de fonds communs de placement ont diminué de 21 %.
- Les activités de migration de polices qui s'inscrivent dans le cadre de l'intégration d'Irish Life se sont achevées avec succès au deuxième trimestre de 2015. La Compagnie prévoit maintenant réaliser des synergies annualisées de 48 M€ à la suite de l'acquisition d'Irish Life, un montant qui est de 20 % supérieur à la cible de 40 M€ en matière de synergies annualisées.
- La Compagnie a maintenu un rendement des capitaux propres élevé de 15,7 % en fonction du bénéfice net.
- La situation du capital de la Compagnie est demeurée très solide. Le ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MMRPCE) de La Great-West, compagnie d'assurance-vie se chiffrait à 229 % au 30 juin 2015.
- La Compagnie a déclaré un dividende trimestriel de 0,3260 \$ par action ordinaire, payable le 30 septembre 2015.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Le bénéfice net consolidé de Lifeco comprend le bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West) et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Irish Life Group Limited (Irish Life), Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et Putnam Investments, LLC (Putnam), auquel s'ajoutent les résultats d'exploitation de l'exploitation générale de Lifeco.

EXPLOITATION CANADIENNE

Le secteur de l'exploitation canadienne de Lifeco comprend les résultats d'exploitation liés aux activités que la Great-West, la London Life et la Canada-Vie exercent au Canada, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco. Les trois principales unités d'exploitation sont Assurance individuelle, Gestion du patrimoine et Assurance collective. La Great-West, la London Life et la Canada-Vie offrent des produits de capitalisation, de rentes, d'assurance-vie, d'assurance invalidité et d'assurance contre les maladies graves aux clients de l'Individuelle et de la Collective.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 308 M\$ pour le deuxième trimestre de 2015, une hausse de 1 % comparativement à 304 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014. Pour le semestre clos le 30 juin 2015, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 607 M\$, comparativement à 598 M\$ pour la période correspondante de 2014.

Les souscriptions ont totalisé 3,0 G\$ au deuxième trimestre de 2015, comparativement à 2,9 G\$ au deuxième trimestre de 2014, ce qui reflète la vigueur des souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation ainsi que la hausse des souscriptions de fonds de placement de l'Individuelle et de produits d'assurance créances, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des souscriptions de produits de retraite collectifs. Les souscriptions ont totalisé 6,2 G\$ pour le semestre clos le 30 juin 2015, comparativement à 6,1 G\$ pour la période correspondante de 2014.

Le total de l'actif administré par l'exploitation canadienne au 30 juin 2015 se chiffrait à 166 G\$, comparativement à 161 G\$ au 31 décembre 2014.

EXPLOITATION AMÉRICAINE

Les résultats d'exploitation de l'exploitation américaine de Lifeco comprennent ceux de Great-West Financial, de Putnam, des activités d'assurance des divisions américaines de la Great-West et de la Canada-Vie, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Great-West Financial, et plus particulièrement la marque Empower Retirement, offre un éventail de produits de sécurité financière, notamment des régimes de retraite à cotisations définies offerts par l'employeur et des services de gestion et de tenue de dossiers, de gestion de fonds et de placement et de consultation, ainsi que des comptes de retraite individuels. Elle offre également des produits d'assurance-vie et de rentes, ainsi que des régimes d'avantages à l'intention des cadres. Putnam offre des services de gestion de placements, certains services administratifs, des services de distribution ainsi que des services connexes par l'intermédiaire d'un vaste éventail de produits de placement.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 67 M\$ pour le deuxième trimestre de 2015, soit un bénéfice net de 70 M\$ pour Great-West Financial et une perte nette de 3 M\$ pour Putnam, comparativement à 69 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014. Pour le semestre clos le 30 juin 2015, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 188 M\$, comparativement à 110 M\$ pour la période correspondante de 2014.

Pour le deuxième trimestre de 2015, les souscriptions de Great-West Financial se sont chiffrées à 7,8 G\$ US, en hausse par rapport au montant de 2,2 G\$ US enregistré au deuxième trimestre de 2014, en raison surtout du plus grand nombre d'importantes souscriptions de régime au sein d'Empower Retirement. Les souscriptions pour le semestre clos le 30 juin 2015 ont été de 15,8 G\$ US, contre 5,1 G\$ US en 2014.

L'actif géré moyen de Putnam pour le trimestre s'élevait à 160 G\$ US au 30 juin 2015, comparativement à 155 G\$ US il y a un an, soit une augmentation de plus de 3 % qui s'explique surtout par l'incidence du rendement positif du marché et du rendement des placements. Les sorties d'actifs nettes pour le deuxième trimestre de 2015 étaient de 1,8 G\$ US, comparativement à des entrées d'actifs nettes de 0,2 G\$ US pour la période correspondante de 2014.

Au 30 juin 2015, le total de l'actif administré par l'exploitation américaine se chiffrait à 760 G\$, comparativement à 697 G\$ au 31 décembre 2014.

EXPLOITATION EUROPÉENNE

L'exploitation européenne comprend deux unités d'exploitation distinctes : l'unité Assurance et rentes et l'unité Réassurance. Aux résultats de ces unités s'ajoute une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco. L'unité Assurance et rentes offre des produits d'assurance et de gestion du patrimoine, y compris des rentes immédiates, par l'entremise des filiales de la Canada-Vie au Royaume-Uni, à l'île de Man et en Allemagne ainsi que par l'entremise d'Irish Life, en Irlande. L'unité Réassurance exerce ses activités principalement aux États-Unis, à la Barbade et en Irlande par l'entremise de la Canada-Vie, de la London Life et de leurs filiales.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 289 M\$ pour le deuxième trimestre de 2015, une hausse de 17 % comparativement à 246 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014. Pour le semestre clos le 30 juin 2015, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 575 M\$, comparativement à 505 M\$ pour la période correspondante de 2014.

Pour le deuxième trimestre de 2015, les souscriptions de produits d'assurance et de rentes se sont établies à 3,4 G\$, comparativement à 2,8 G\$ il y a un an, soit une augmentation de 21 %. Cette augmentation reflète principalement la vigueur des souscriptions en Irlande et en Allemagne. Les souscriptions pour le semestre clos le 30 juin 2015 ont été de 7,9 G\$, contre 6,3 G\$ pour la période correspondante de 2014.

Le total de l'actif administré par l'exploitation européenne au 30 juin 2015 se chiffrait à 222 G\$, en hausse par rapport au montant de 205 G\$ enregistré au 31 décembre 2014.

EXPLOITATION GÉNÉRALE DE LIFECO

Le secteur de l'exploitation générale de Lifeco comprend les résultats d'exploitation associés aux activités de Lifeco qui ne se rapportent pas aux principales unités d'exploitation de la Compagnie.

L'exploitation générale de Lifeco a enregistré une perte nette de 5 M\$ attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le deuxième trimestre de 2015, comparativement à une perte nette de 4 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014. Pour le semestre clos le 30 juin 2015, la perte nette attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffrée à 11 M\$, un montant comparable à celui enregistré pour la période correspondante de 2014.

DIVIDENDES TRIMESTRIELS

Lors de sa réunion d'aujourd'hui, le conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,3260 \$ par action sur les actions ordinaires de la Compagnie payable le 30 septembre 2015 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 2 septembre 2015.

De plus, le conseil d'administration a approuvé le versement des dividendes trimestriels suivants :

- sur les actions privilégiées de premier rang, série F, à raison de 0,36875 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série G, à raison de 0,3250 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série H, à raison de 0,30313 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série I, à raison de 0,28125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série L, à raison de 0,353125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série M, à raison de 0,36250 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série N, à raison de 0,228125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série P, à raison de 0,3375 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série Q, à raison de 0,321875 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série R, à raison de 0,3000 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série S, à raison de 0,328125 \$ par action;

payables en entier le 30 septembre 2015 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 2 septembre 2015.

Le président et chef de la direction,



P. A. Mahon

Le 5 août 2015

RAPPORT DE GESTION

POUR LA PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2015

DATÉ DU 5 AOÛT 2015

Le présent rapport de gestion présente le point de vue de la direction sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la Compagnie) pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2015, ainsi qu'une comparaison avec les périodes correspondantes de 2014, avec le trimestre clos le 31 mars 2015 et avec la situation financière de la Compagnie au 31 décembre 2014. Le présent rapport de gestion consiste en des commentaires généraux suivis d'une analyse du rendement des trois principaux secteurs à présenter de Lifeco, soit les exploitations canadienne, américaine et européenne.

MODE DE PRÉSENTATION ET SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés de Lifeco, lesquels constituent la base des données présentées dans le présent rapport, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les IFRS), sauf indication contraire, et sont présentés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire. Le présent rapport de gestion doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 30 juin 2015. Le lecteur est aussi prié de se reporter au rapport de gestion et aux états financiers consolidés annuels de 2014 figurant dans le rapport annuel de 2014 de la Compagnie.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion renferme des déclarations prospectives visant la Compagnie, ses activités commerciales, ses stratégies ainsi que sa performance et sa situation financières prévues. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, ou comprennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « compter », « croire », « estimer », d'autres expressions semblables ainsi que les formes négatives de ces termes. Par ailleurs, toute déclaration à l'égard de la performance financière future (y compris les produits, le bénéfice ou les taux de croissance), des stratégies ou des perspectives commerciales courantes et des mesures futures que pourrait prendre la Compagnie, notamment les déclarations qu'elle pourrait faire à l'égard des avantages qu'elle prévoit retirer des acquisitions et des dessaisissements, constitue également une déclaration prospective. Les déclarations prospectives sont fondées sur des prévisions et des projections à l'égard d'événements futurs qui étaient établies à la date des états financiers et sont, de par leur nature, assujetties, entre autres, à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses concernant la Compagnie, à des facteurs économiques et au secteur des services financiers dans son ensemble, y compris les secteurs de l'assurance et des fonds communs de placement. Ces déclarations ne garantissent pas la performance financière future, et les événements et les résultats réels pourraient s'avérer significativement différents de ceux qui sont énoncés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives. Les facteurs et les hypothèses significatifs qui ont servi à formuler les déclarations prospectives contenues dans le présent document comprennent l'hypothèse selon laquelle la conjoncture dans laquelle la Compagnie exerce ses activités demeurera essentiellement inchangée, ce qui comprend, de façon non limitative, les prix du marché pour les produits offerts, le niveau des souscriptions, les primes reçues, les honoraires, les charges, les résultats au chapitre de la mortalité et de la morbidité, les taux de déchéance, la réassurance, les impôts, l'inflation, les conditions générales sur le plan économique et politique, les marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, les taux d'intérêt et de change, la valeur des placements, les marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, le maintien et la disponibilité du personnel et des tiers fournisseurs de services et la capacité de la Compagnie à effectuer des opérations stratégiques et à intégrer les acquisitions, ainsi que l'hypothèse selon laquelle aucun changement significatif imprévu ne surviendra à l'égard des installations, des clients, des relations avec les employés et des ententes liées aux créances de la Compagnie. Plusieurs de ces hypothèses reposent sur des facteurs et des événements sur lesquels la Compagnie n'exerce aucun contrôle, et rien ne garantit qu'elles se révéleront exactes. Les autres facteurs importants et hypothèses importantes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux présentés dans les déclarations prospectives comprennent les changements technologiques, les violations ou les défaillances des systèmes informatiques et de la sécurité (y compris les cyberattaques), les paiements requis aux termes de produits de placement, les changements sur le plan de la réglementation et des lois locales et internationales, les changements liés aux méthodes comptables, l'incidence de l'application de modifications de méthodes comptables futures, les décisions judiciaires ou réglementaires inattendues et les catastrophes. Le lecteur est prié de noter que la liste des hypothèses et facteurs précités n'est pas exhaustive et qu'il existe d'autres facteurs mentionnés dans d'autres documents déposés auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières, y compris ceux figurant dans le rapport de gestion annuel de 2014 de la Compagnie aux rubriques Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle et Sommaire des estimations comptables critiques. Ces documents ainsi que d'autres documents déposés peuvent être consultés à l'adresse www.sedar.com. Le lecteur est également invité à examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et à ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives. À moins que la loi applicable ne l'exige expressément, la Compagnie n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Le présent rapport de gestion comprend certaines mesures financières non définies par les IFRS qui sont désignées, sans s'y limiter, par les termes « bénéfice d'exploitation », « taux de change constant », « primes et dépôts », « souscriptions », « actif géré », « actif administré » et d'autres expressions semblables. Les mesures financières non définies par les IFRS constituent, pour la direction et les investisseurs, des mesures additionnelles de la performance qui les aident à évaluer les résultats lorsqu'il n'existe aucune mesure comparable définie par les IFRS. Toutefois, ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et ne peuvent être comparées directement à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Se reporter aux rapprochements appropriés entre ces mesures et les mesures définies par les IFRS.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS

Principales données financières consolidées

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Aux et pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2015	31 mars 2015	30 juin 2014 ⁽²⁾⁽⁴⁾	30 juin 2015	30 juin 2014 ⁽²⁾⁽⁴⁾
Primes et dépôts :					
Montants présentés dans les états financiers					
Primes reçues, montant net (produits d'assurance-vie, de rentes garanties et d'assurance-maladie)	5 516 \$	6 932 \$	5 764 \$	12 448 \$	11 031 \$
Dépôts des titulaires de polices (fonds distincts) :					
Produits de l'Individuelle	3 031	2 981	2 830	6 012	5 776
Produits de la Collective	1 835	2 035	1 940	3 870	5 304
Primes et dépôts présentés dans les états financiers	10 382	11 948	10 534	22 330	22 111
Équivalents des primes des régimes autofinancés (contrats de services administratifs seulement) ⁽¹⁾	659	662	658	1 321	1 316
Dépôts des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels ⁽¹⁾⁽²⁾	11 032	12 938	9 592	23 970	21 887
Total des primes et dépôts⁽¹⁾	22 073	25 548	20 784	47 621	45 314
Honoraires et autres produits	1 226	1 258	1 110	2 484	2 169
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices⁽³⁾	1 588	9 889	7 580	11 477	15 069
Bénéfice					
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	659 \$	700 \$	615 \$	1 359 \$	1 202 \$
Par action ordinaire					
Bénéfice de base	0,661	0,702	0,616	1,363	1,203
Dividendes versés	0,326	0,326	0,3075	0,652	0,615
Valeur comptable ⁽⁴⁾	18,28	17,68	15,87		
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires⁽⁴⁾⁽⁵⁾					
Bénéfice d'exploitation ⁽⁶⁾	15,7 %	16,0 %	14,5 %		
Bénéfice net	15,7 %	16,0 %	16,0 %		
Total de l'actif selon les états financiers⁽⁴⁾	376 428 \$	381 331 \$	344 351 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels ⁽⁷⁾	232 168	238 650	200 113		
Total de l'actif géré⁽⁴⁾⁽⁷⁾	608 596	619 981	544 464		
Autres actifs administrés ⁽⁸⁾	539 259	556 893	260 079		
Total de l'actif administré⁽⁴⁾	1 147 855 \$	1 176 874 \$	804 543 \$		
Total des capitaux propres⁽⁴⁾	23 470 \$	22 888 \$	20 951 \$		

(1) En plus des primes et dépôts présentés dans les états financiers, la Compagnie inclut les équivalents des primes des régimes autofinancés des contrats collectifs de services administratifs seulement (SAS) et les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs dans le calcul du total des primes et dépôts (une mesure financière non définie par les IFRS). Cette mesure fournit des renseignements utiles, car elle est un indicateur de la croissance des résultats bruts.

(2) Les chiffres correspondants pour les primes et dépôts (une mesure financière non définie par les IFRS) ont été retraités pour améliorer la cohérence entre les unités d'exploitation de la Compagnie.

(3) Les sommes versées ou créditées aux titulaires de polices comprennent l'incidence de la variation de la juste valeur des actifs couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement.

(4) Les chiffres correspondants ont été ajustés, comme il est expliqué à la note 2 des états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 30 juin 2015.

(5) Le rendement des capitaux propres est présenté en détail à la rubrique portant sur la répartition du capital.

(6) Le bénéfice d'exploitation (une mesure financière non définie par les IFRS) exclut l'incidence de certaines provisions liées à des litiges décrites à la note 32 des états financiers consolidés annuels de la Compagnie au 31 décembre 2014.

(7) Le total de l'actif géré (une mesure financière non définie par les IFRS) est un indicateur de la taille et du volume des activités générales de la Compagnie. Les services offerts relativement à l'actif géré comprennent le choix des placements, la prestation de conseils sur les placements et la gestion de portefeuilles discrétionnaires au nom des clients. L'actif géré est composé des fonds gérés à l'externe et à l'interne dont la Compagnie surveille les politiques de placement.

(8) Les autres actifs administrés (une mesure financière non définie par les IFRS) comprennent les actifs pour lesquels la Compagnie ne fournit que des services administratifs, contre des honoraires et autres produits. Les clients sont les propriétaires véritables de ces actifs et la Compagnie ne dirige pas les activités de placement. Les services offerts relativement aux actifs administrés comprennent la tenue de livres, les services de garde, la collecte des produits tirés des placements, le règlement de transactions et d'autres services administratifs. Les services administratifs représentent un secteur important des activités générales de la Compagnie et doivent être pris en compte lorsque les volumes, les tailles et les tendances sont comparés.

BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net consolidé de Lifeco comprend le bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West) et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie) et Irish Life Group Limited (Irish Life), Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et Putnam Investments, LLC (Putnam), ainsi que les résultats d'exploitation de l'exploitation générale de Lifeco.

Le bénéfice net de Lifeco attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le trimestre clos le 30 juin 2015 s'est chiffré à 659 M\$, contre 615 M\$ il y a un an et 700 M\$ au trimestre précédent. Ce montant représente 0,661 \$ par action ordinaire (0,659 \$ après dilution) pour le deuxième trimestre de 2015, comparativement à 0,616 \$ par action ordinaire (0,615 \$ après dilution) il y a un an et à 0,702 \$ par action ordinaire (0,700 \$ après dilution) au trimestre précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, le bénéfice net de Lifeco attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 1 359 M\$, contre 1 202 M\$ il y a un an. Ce montant représente 1,363 \$ par action ordinaire (1,359 \$ après dilution) pour 2015, comparativement à 1,203 \$ par action ordinaire (1,202 \$ après dilution) il y a un an.

Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2015	31 mars 2015	30 juin 2014	30 juin 2015	30 juin 2014
Exploitation canadienne					
Assurance individuelle	88 \$	77 \$	97 \$	165 \$	166 \$
Gestion du patrimoine	122	122	113	244	218
Assurance collective	96	109	92	205	201
Exploitation générale canadienne	2	(9)	2	(7)	13
	308	299	304	607	598
Exploitation américaine					
Services financiers	72	120	78	192	172
Gestion d'actifs	(3)	2	(9)	(1)	(62)
Exploitation générale américaine	(2)	(1)	—	(3)	—
	67	121	69	188	110
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	207	216	184	423	384
Réassurance	92	77	72	169	135
Exploitation générale européenne	(10)	(7)	(10)	(17)	(14)
	289	286	246	575	505
Exploitation générale de Lifeco	(5)	(6)	(4)	(11)	(11)
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	659 \$	700 \$	615 \$	1 359 \$	1 202 \$

Le tableau ci-dessus présente un sommaire du bénéfice net de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur le bénéfice net sont présentés à la rubrique Résultats d'exploitation sectoriels.

INCIDENCE DES MARCHÉS

Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt dans les pays où la Compagnie exerce ses activités ont augmenté au cours du trimestre, mais cette diminution n'a pas eu d'incidence sur l'étendue des scénarios de taux d'intérêt pris en compte dans le cadre du processus d'évaluation. La fluctuation nette des taux d'intérêt n'a eu aucune incidence significative sur le bénéfice net et a contribué à l'augmentation du ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MPRCE).

Afin de réduire son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt, la Compagnie suit un processus rigoureux lorsqu'elle effectue l'appariement de l'actif et du passif. Par conséquent, l'incidence de la variation de la juste valeur des obligations couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement comptabilisées par le biais du résultat net est pour l'essentiel contrebalancée par une variation équivalente au titre des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement.

Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 30 juin 2015 pour une description détaillée de la sensibilité de la Compagnie aux fluctuations des taux d'intérêt.

Marchés boursiers

Dans tous les territoires où la Compagnie exerce ses activités, les niveaux moyens des marchés boursiers pour le deuxième trimestre de 2015 sont demeurés favorables par rapport au deuxième trimestre de 2014 et au premier trimestre de 2015. Toutefois, les niveaux des marchés avaient diminué à la fin du trimestre par rapport à ceux au 31 mars 2015. La fluctuation de la moyenne des niveaux des marchés au cours du trimestre a eu une incidence légèrement favorable sur le montant brut des honoraires liés aux actifs de la Compagnie et sur le coût des garanties en cas de décès et à l'échéance ou des prestations de revenu de certains produits de gestion du patrimoine offerts par la Compagnie.

Par rapport au deuxième trimestre de 2014, la moyenne des niveaux des marchés boursiers du deuxième trimestre de 2015 a augmenté de 3 % au Canada (indice S&P/TSX), de 12 % dans la grande région européenne (indice EURO STOXX 50), de 2 % au Royaume-Uni (indice FTSE 100) et de 11 % aux États-Unis (indice S&P 500). À la clôture du deuxième trimestre, les principaux indices boursiers affichaient des baisses respectives de 2 %, de 6 % et de 4 % au Canada, dans la grande région européenne et au Royaume-Uni, mais une stabilité aux États-Unis, par rapport au 31 mars 2015.

Devises

Dans le présent document, des termes sont utilisés pour souligner l'incidence du taux de change sur les résultats, par exemple « taux de change constant », « incidence de la fluctuation des devises » et « incidence des fluctuations liées à la conversion des devises ». Ces mesures ont été établies d'après les taux moyens ou les taux à la fin de la période, suivant le cas, en vigueur à la date de la période correspondante. Ces mesures non définies par les IFRS fournissent des renseignements utiles, car elles accroissent la comparabilité des résultats entre les périodes.

Au cours du deuxième trimestre de 2015, le taux de change moyen du dollar américain et de la livre sterling a augmenté par rapport au deuxième trimestre de 2014, tandis que le taux de change moyen de l'euro a diminué. L'incidence globale des fluctuations des devises sur le bénéfice net de la Compagnie s'est traduite par une croissance de 12 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2015 (27 M\$ depuis le début de l'exercice), par rapport aux taux de change en vigueur il y a un an.

Du 31 mars 2015 au 30 juin 2015, les taux en vigueur sur le marché à la fin de la période de présentation qui ont servi à convertir en dollars canadiens l'actif et le passif libellés en euros et en livres sterling ont augmenté, tandis que le taux du marché à la fin de la période qui a servi à convertir en dollars canadiens l'actif et le passif libellés en dollars américains a diminué. Les fluctuations des taux en vigueur sur le marché à la fin de la période ont donné lieu à des profits de change latents de 132 M\$ sur la conversion des établissements à l'étranger pour le trimestre considéré, compte tenu des activités de couverture connexes (profits nets latents de 885 M\$ depuis le début de l'exercice). Ces montants ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Les taux de change pour la période considérée et la période comparative sont présentés en détail à la rubrique Conversion des devises.

RÉVISION DES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

Au cours du deuxième trimestre de 2015, la Compagnie a révisé un certain nombre d'hypothèses, ce qui a eu une incidence positive de 74 M\$ sur le bénéfice net, comparativement à 26 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et à 82 M\$ pour le trimestre précédent. Pour le deuxième trimestre de 2015, la révision des hypothèses incluait le raffinement des hypothèses au chapitre de la longévité à l'égard des rentes au sein de l'exploitation européenne, la révision des hypothèses au chapitre de la morbidité au sein de l'exploitation canadienne et un certain nombre de raffinements de la modélisation.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, la révision des hypothèses a eu une incidence positive de 156 M\$ sur le bénéfice net, comparativement à 65 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

PRIMES ET DÉPÔTS ET SOUSCRIPTIONS

Le total des primes et dépôts (une mesure financière non définie par les IFRS) comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque (une mesure définie par les IFRS), les équivalents des primes des régimes autofinancés des contrats collectifs de services administratifs seulement (SAS), les dépôts des produits de fonds distincts de l'Individuelle et de la Collective ainsi que les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs. Cette mesure est un indicateur de la croissance des résultats bruts.

Les souscriptions (une mesure financière non définie par les IFRS) de produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque comprennent la totalité des primes uniques et des primes annualisées prévues pour les douze premiers mois du régime. Les souscriptions d'assurance collective et de SAS reflètent les primes annualisées et les équivalents de primes pour les nouvelles polices et les nouveaux avantages couverts ou l'expansion de la couverture des polices existantes. Dans le cas des produits de gestion du patrimoine individuels, les souscriptions comprennent les dépôts des produits de fonds distincts, les dépôts des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels ainsi que les dépôts des fonds communs de placement non exclusifs. Dans le cas des produits de gestion du patrimoine collectifs, les souscriptions comprennent les actifs transférés d'un ancien fournisseur de régime et les cotisations annuelles prévues au nouveau plan. Cette mesure est un indicateur de la croissance des nouvelles affaires.

Primes et dépôts

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2015	31 mars 2015	30 juin 2014 ⁽¹⁾	30 juin 2015	30 juin 2014 ⁽¹⁾
Exploitation canadienne					
Assurance individuelle	1 216 \$	1 154 \$	1 122 \$	2 370 \$	2 199 \$
Gestion du patrimoine	2 713	2 811	2 736	5 524	6 787
Assurance collective	1 940	1 948	1 912	3 888	3 812
	5 869	5 913	5 770	11 782	12 798
Exploitation américaine					
Services financiers ⁽¹⁾	2 504	2 730	2 029	5 234	4 470
Gestion d'actifs	8 507	10 232	8 041	18 739	18 013
	11 011	12 962	10 070	23 973	22 483
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	4 116	5 160	3 498	9 276	7 610
Réassurance	1 077	1 513	1 446	2 590	2 423
	5 193	6 673	4 944	11 866	10 033
Total des primes et dépôts	22 073 \$	25 548 \$	20 784 \$	47 621 \$	45 314 \$

Souscriptions

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2015	31 mars 2015 ⁽¹⁾	30 juin 2014	30 juin 2015	30 juin 2014
Exploitation canadienne	3 016 \$	3 183 \$	2 904 \$	6 199 \$	6 106 \$
Exploitation américaine ⁽¹⁾	18 131	20 123	10 480	38 254	23 639
Exploitation européenne – Assurance et rentes	3 396	4 456	2 814	7 852	6 320
Total des souscriptions	24 543 \$	27 762 \$	16 198 \$	52 305 \$	36 065 \$

⁽¹⁾ Les chiffres correspondants ont été retraités pour accroître l'uniformité entre les unités d'exploitation de la Compagnie.

Le tableau ci-dessus présente un sommaire du total des primes et dépôts et des souscriptions de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur les primes et dépôts et les souscriptions sont présentés à la rubrique Résultats d'exploitation sectoriels.

PRODUITS NETS TIRÉS DES PLACEMENTS

Produits nets tirés des placements

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2015	31 mars 2015	30 juin 2014	30 juin 2015	30 juin 2014
Produits tirés des placements – gagnés (déduction faite des charges liées aux immeubles de placement)	1 515 \$	1 475 \$	1 531 \$	2 990 \$	3 021 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances	—	1	1	1	—
Profits nets réalisés	29	87	18	116	40
Produits tirés des placements – réguliers	1 544	1 563	1 550	3 107	3 061
Frais de placement	(25)	(27)	(24)	(52)	(46)
Produits nets tirés des placements – réguliers	1 519	1 536	1 526	3 055	3 015
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	(4 037)	2 953	1 670	(1 084)	3 792
Produits nets tirés des placements	(2 518) \$	4 489 \$	3 196 \$	1 971 \$	6 807 \$

Au deuxième trimestre de 2015, les produits nets tirés des placements, qui comprennent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont diminué de 5 714 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les fluctuations des justes valeurs au deuxième trimestre de 2015 se sont soldées par une diminution de 4 037 M\$, comparativement à une augmentation de 1 670 M\$ au deuxième trimestre de 2014, principalement en raison d'une hausse des rendements des obligations d'État et de sociétés au deuxième trimestre de 2015, alors qu'ils avaient diminué au deuxième trimestre de 2014.

Au deuxième trimestre de 2015, les produits nets tirés des placements réguliers, qui excluent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, se sont établis à 1 519 M\$, soit un montant comparable à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent qui s'explique par le fait que la baisse des intérêts sur les placements à revenu fixe a été essentiellement contrebalancée par l'incidence de la fluctuation des devises et par la hausse des profits nets réalisés. Les profits nets réalisés comprennent des profits sur les titres disponibles à la vente de 20 M\$ au deuxième trimestre de 2015, comparativement à 13 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, les produits nets tirés des placements ont diminué de 4 836 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les fluctuations des justes valeurs pour le semestre de 2015 se sont soldées par une diminution de 1 084 M\$, comparativement à une augmentation des justes valeurs de 3 792 M\$ au cours de la période correspondante de 2014. Les rendements des obligations d'État et de sociétés ont diminué au cours du premier semestre de 2014. Au premier semestre de 2015, la baisse des rendements des obligations à long terme au Canada a été moindre qu'au premier semestre de 2014, alors que les rendements des obligations aux États-Unis et au Royaume-Uni, presque toutes durées confondues, ont augmenté. Pour le semestre clos le 30 juin 2015, les produits nets tirés des placements réguliers ont augmenté de 40 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique principalement par la hausse des profits nets réalisés et l'incidence des fluctuations des devises, alors que le dollar américain et la livre sterling se sont raffermis par rapport au dollar canadien, facteurs contrebalancés en partie par la diminution des intérêts tirés des placements à revenu fixe. Les profits nets réalisés comprennent des profits sur les titres disponibles à la vente de 94 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2015, comparativement à 24 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Au deuxième trimestre de 2015, les produits nets tirés des placements ont diminué de 7 007 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison des diminutions nettes de la juste valeur de 4 037 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2015, comparativement à des augmentations nettes de 2 953 M\$ au trimestre précédent. La variation des justes valeurs est surtout attribuable à la hausse des rendements des obligations au cours du deuxième trimestre, alors qu'une baisse avait été enregistrée au trimestre précédent.

Marchés du crédit

Au deuxième trimestre de 2015, la Compagnie a enregistré des reprises nettes sur les placements ayant subi une perte de valeur, y compris les cessions, qui ont eu une incidence favorable de 4 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (reprise nette de 15 M\$ au deuxième trimestre de 2014). La modification des notations du portefeuille d'obligations de la Compagnie a donné lieu à une augmentation nette des provisions pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence défavorable de 16 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (charge nette de 9 M\$ au deuxième trimestre de 2014).

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, la Compagnie a enregistré des reprises nettes sur les placements ayant subi une perte de valeur, y compris les cessions, qui ont eu une incidence favorable de 7 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (reprise nette de 20 M\$ pour la période correspondante de 2014). La modification des notations du portefeuille d'obligations de la Compagnie a donné lieu à une augmentation nette des provisions pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence défavorable de 22 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires depuis le début de l'exercice (charge nette de 12 M\$ pour la période correspondante de 2014).

HONORAIRES ET AUTRES PRODUITS

En plus d'offrir des produits d'assurance fondés sur le risque traditionnels, la Compagnie offre certains produits suivant le principe de l'utilisateur payeur. Les plus importants produits de ce groupe sont les fonds distincts et les fonds communs de placement, pour lesquels la Compagnie reçoit des honoraires de gestion de placements liés à l'actif géré et d'autres honoraires, et les contrats SAS, en vertu desquels la Compagnie fournit des services administratifs relativement aux prestations d'assurance collective au prix coûtant majoré.

Honoraires et autres produits

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2015	31 mars 2015	30 juin 2014	30 juin 2015	30 juin 2014
Exploitation canadienne					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	327 \$	319 \$	318 \$	646 \$	624 \$
Contrats SAS	39	39	38	78	76
	366	358	356	724	700
Exploitation américaine					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	577	573	436	1 150	855
Exploitation européenne					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	283	327	318	610	614
Total des honoraires et autres produits	1 226 \$	1 258 \$	1 110 \$	2 484 \$	2 169 \$

Le tableau ci-dessus présente un sommaire des honoraires et autres produits de la Compagnie sur une base brute. Des commentaires additionnels sur les honoraires et autres produits sont présentés à la rubrique Résultats d'exploitation sectoriels.

SOMMES VERSÉES OU CRÉDITÉES AUX TITULAIRES DE POLICES

Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2015	31 mars 2015	30 juin 2014	30 juin 2015	30 juin 2014
Exploitation canadienne	1 460 \$	3 765 \$	3 367 \$	5 225 \$	6 732 \$
Exploitation américaine	543	1 121	1 295	1 664	2 593
Exploitation européenne	(415)	5 003	2 918	4 588	5 744
Total	1 588 \$	9 889 \$	7 580 \$	11 477 \$	15 069 \$

Les sommes versées ou créditées aux titulaires de polices comprennent les règlements des sinistres liés à l'assurance-vie et à l'assurance-maladie, les rachats de police, les rentes, les versements échus, les paiements des garanties à l'égard des fonds distincts, les participations des titulaires de polices, les bonifications et la variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement. La variation des passifs relatifs aux contrats comprend l'incidence des variations de la juste valeur de certains actifs investis couvrant les passifs et des variations de la provision pour pertes sur créances futures. Cependant, ces montants ne tiennent pas compte du montant des prestations liées aux contrats SAS, aux fonds distincts et aux fonds communs de placement.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2015, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices se sont chiffrées à 1,6 G\$, ce qui comprend un montant de 5,0 G\$ au titre des paiements de prestations aux titulaires de polices et un montant de 3,4 G\$ au titre de la diminution des passifs relatifs aux contrats. La diminution de 6,0 G\$ par rapport à la période correspondante de 2014 comprend une baisse de 6,5 G\$ de la variation des passifs relatifs aux contrats et une hausse de 0,5 G\$ des paiements de prestations. Cette diminution des passifs relatifs aux contrats s'explique essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance découlant de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe, ainsi que par une entente de réassurance de rentes aux Pays-Bas conclue au deuxième trimestre de 2014. L'augmentation des paiements de prestations découle principalement des nouveaux traités et des traités restructurés ainsi que de l'incidence favorable des fluctuations des devises.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices se sont chiffrées à 11,5 G\$, ce qui comprend un montant de 10,5 G\$ au titre des paiements de prestations aux titulaires de polices et un montant de 1,0 G\$ au titre de l'augmentation des passifs relatifs aux contrats. La diminution de 3,6 G\$ par rapport à la période correspondante de 2014 comprend une baisse de 5,0 G\$ de la variation des passifs relatifs aux contrats et une hausse de 1,4 G\$ des paiements de prestations. Cette diminution des passifs relatifs aux contrats s'explique essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance découlant de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe ainsi que par l'incidence d'une entente de réassurance de rentes aux Pays-Bas conclue au deuxième trimestre de 2014, facteurs contrebalancés en partie par l'acquisition des activités de rentes d'Equitable Life au cours du premier trimestre de 2015. L'augmentation des paiements de prestations découle principalement des nouveaux traités et des traités restructurés ainsi que de l'incidence favorable des fluctuations des devises.

Par rapport au trimestre précédent, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices ont diminué de 8,3 G\$. Cette diminution comprend une baisse de 7,8 G\$ de la variation des passifs relatifs aux contrats, qui s'explique essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance découlant de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe, ainsi que par l'acquisition des activités de rentes d'Equitable Life au cours du premier trimestre de 2015. La diminution comprend également une baisse de 0,5 G\$ des paiements de prestations, en raison principalement de la diminution des volumes d'affaires.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le taux d'imposition effectif de la Compagnie est généralement inférieur à son taux d'imposition prévu par la loi, qui se chiffre à 26,75 %, en raison des avantages fiscaux liés aux produits non imposables tirés des placements et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers.

Au deuxième trimestre de 2015, la Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 11 %, une baisse comparativement à 19 % au deuxième trimestre de 2014. La baisse du taux d'imposition effectif pour le deuxième trimestre de 2015 tient principalement à une augmentation de la proportion du revenu assujettie à des taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers, ainsi qu'aux modifications de certaines estimations liées à l'impôt qui ont eu une incidence positive sur le bénéfice.

La Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 17 % pour le semestre clos le 30 juin 2015, comparativement à 20 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse du taux d'imposition effectif de la Compagnie tient principalement aux mêmes facteurs que ceux évoqués pour expliquer les résultats du trimestre.

Au deuxième trimestre, la Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 11 %, ce qui représente une baisse comparativement à 23 % au premier trimestre. La baisse du taux d'imposition effectif par rapport au trimestre précédent tient principalement aux mêmes facteurs que ceux évoqués pour expliquer les résultats du trimestre.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

Actif administré

	30 juin 2015			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				
Actif investi	66 272 \$	39 235 \$	48 004 \$	153 511 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 119	2 218	2 296	9 633
Autres actifs	3 266	4 214	20 969	28 449
Actif net des fonds distincts	70 878	33 201	80 756	184 835
Total de l'actif	145 535	78 868	152 025	376 428
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	5 028	205 049	22 091	232 168
Total de l'actif géré	150 563	283 917	174 116	608 596
Autres actifs administrés	15 123	476 600	47 536	539 259
Total de l'actif administré	165 686 \$	760 517 \$	221 652 \$	1 147 855 \$
	31 décembre 2014			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				
Actif investi	64 718 \$	36 198 \$	45 440 \$	146 356 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 123	2 061	2 296	9 480
Autres actifs	3 277	3 613	19 017	25 907
Actif net des fonds distincts	68 372	31 030	75 564	174 966
Total de l'actif	141 490	72 902	142 317	356 709
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	4 718	190 817	20 736	216 271
Total de l'actif géré	146 208	263 719	163 053	572 980
Autres actifs administrés	14 793	433 754	41 806	490 353
Total de l'actif administré	161 001 \$	697 473 \$	204 859 \$	1 063 333 \$

Au 30 juin 2015, le total de l'actif administré avait crû de 84,5 G\$ par rapport au 31 décembre 2014 pour atteindre 1,1 billion de dollars, essentiellement en raison de l'incidence des fluctuations des devises.

ACTIF INVESTI

La Compagnie est responsable de l'administration de l'actif de son fonds général en vue de satisfaire à ses besoins en matière de flux de trésorerie, de liquidités et de rentabilité des produits d'assurance et d'investissement. Elle se conforme à des politiques de placement prudentes de manière à éviter que l'actif soit indûment exposé aux risques de concentration, de crédit ou de marché. La Compagnie met en œuvre des stratégies cadrant avec ses politiques globales, qu'elle révisé et rajuste périodiquement pour tenir compte des flux de trésorerie, du passif et de la conjoncture des marchés financiers. La majorité des placements du fonds général sont constitués de titres à revenu fixe à moyen et à long terme, principalement des obligations et des prêts hypothécaires, qui reflètent la nature du passif de la Compagnie.

Portefeuille d'obligations – La Compagnie a pour politique d'acquérir seulement des obligations de grande qualité, en suivant des politiques de placement prudentes et bien définies. Au 30 juin 2015, le total du portefeuille d'obligations, y compris les placements à court terme, se chiffrait à 108,5 G\$, soit 71 % de l'actif investi, contre 103,2 G\$, ou 71 % de l'actif investi, au 31 décembre 2014. La qualité globale du portefeuille d'obligations est demeurée élevée, 99 % du portefeuille étant coté de bonne qualité et 81 % ayant la notation A ou une notation supérieure. L'exposition de la Compagnie aux obligations du secteur pétrolier et gazier, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants, représentait 3 % de l'actif investi au 30 juin 2015.

Qualité des obligations du portefeuille

	30 juin 2015		31 décembre 2014	
AAA	34 660 \$	32 %	34 332 \$	34 %
AA	19 496	18	18 954	18
A	33 731	31	31 133	30
BBB	19 145	18	17 370	17
BB ou inférieure	1 420	1	1 379	1
Total	108 452 \$	100 %	103 168 \$	100 %

Portefeuille de prêts hypothécaires – La Compagnie a pour politique d’acquérir uniquement des prêts hypothécaires commerciaux de grande qualité qui répondent à des normes de tarification et à des critères de diversification stricts. La Compagnie a un système de classification des risques bien défini, qu’elle utilise dans le cadre de ses processus de tarification et de surveillance du crédit pour les prêts commerciaux. Les spécialistes des prêts hypothécaires de la Compagnie sont responsables du montage des prêts hypothécaires résidentiels et ils suivent des normes de tarification bien établies. Les prêts sont bien diversifiés dans chaque région géographique, et les exigences de diversification propres aux prêts hypothécaires non assurés sont satisfaites.

Portefeuille de prêts hypothécaires

Prêts hypothécaires par type de bien	30 juin 2015			31 décembre 2014	
	Assurés	Non assurés	Total	Total	
Résidences unifamiliales	788 \$	1 149 \$	1 937 \$	9 %	1 916 \$
Résidences multifamiliales	2 882	2 655	5 537	26	5 322
Biens commerciaux	230	13 400	13 630	65	13 308
Total	3 900 \$	17 204 \$	21 104 \$	100 %	20 546 \$

Le total du portefeuille de prêts hypothécaires s’établissait à 21,1 G\$, soit 14 % de l’actif investi, au 30 juin 2015, comparativement à 20,5 G\$, ou 14 % de l’actif investi, au 31 décembre 2014. Le total des prêts assurés s’élevait à 3,9 G\$, soit 18 % du portefeuille de prêts hypothécaires.

Prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales

Région	30 juin 2015		31 décembre 2014	
Ontario	940 \$	49 %	933 \$	49 %
Québec	401	21	401	21
Alberta	134	7	134	7
Colombie-Britannique	118	6	111	6
Terre-Neuve	101	5	102	5
Saskatchewan	82	4	78	4
Nouvelle-Écosse	62	3	62	3
Manitoba	54	3	51	3
Nouveau-Brunswick	41	2	41	2
Autres	4	—	3	—
Total	1 937 \$	100 %	1 916 \$	100 %

Au cours du semestre clos le 30 juin 2015, les octrois de prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales, y compris les renouvellements, se sont chiffrés à 284 M\$ et ceux-ci sont assurés dans une proportion de 34 %. Les prêts hypothécaires assurés comprennent les prêts hypothécaires pour lesquels l'assurance est fournie par un tiers, laquelle protège la Compagnie dans l'éventualité où l'emprunteur est incapable de s'acquitter de ses obligations à l'égard du prêt. Les prêts qui sont assurés sont soumis aux exigences imposées par le fournisseur d'assurance prêt hypothécaire. Pour l'octroi de nouveaux prêts hypothécaires non assurés, les politiques d'investissement de la Compagnie limitent la période d'amortissement à 25 ans et la valeur du prêt à 80 % du prix d'achat ou de la valeur d'expertise actuelle de la propriété. La période d'amortissement moyenne restante du portefeuille de prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales était de 22 ans au 30 juin 2015.

Provision pour pertes sur créances futures

À titre d'élément des passifs relatifs aux contrats d'assurance, le total de la provision actuarielle pour pertes sur créances futures est déterminé conformément aux normes de pratique actuarielle canadiennes et comprend des provisions pour couvrir les écarts défavorables.

Au 30 juin 2015, le total de la provision actuarielle pour pertes sur créances futures comprise dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance se chiffrait à 3 317 M\$, comparativement à 3 133 M\$ au 31 décembre 2014, soit une augmentation de 184 M\$ découlant essentiellement de l'incidence de la fluctuation des devises, des activités normales et des changements de notation.

Les provisions pour perte de valeur de 24 M\$ (22 M\$ au 31 décembre 2014) et les provisions actuarielles pour pertes sur créances futures liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance de 3 317 M\$ (3 133 M\$ au 31 décembre 2014) représentaient au total 2,4 % des obligations et des actifs hypothécaires, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants, au 30 juin 2015 (2,4 % au 31 décembre 2014).

PASSIF

Total du passif	30 juin 2015	31 décembre 2014
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	153 157 \$	146 055 \$
Autres passifs du fonds général	14 966	13 791
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts	184 835	174 966
Total	352 958 \$	334 812 \$

Le total du passif a augmenté de 18,1 G\$ par rapport au 31 décembre 2014, passant ainsi à 353,0 G\$ au 30 juin 2015.

Les contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts ont augmenté de 9,9 G\$ en raison essentiellement de l'incidence de l'augmentation de la valeur de marché et des produits tirés des placements de 6,1 G\$ et de l'incidence des fluctuations des devises de 4,0 G\$, facteurs contrebalancés en partie par des retraits nets de 0,6 G\$. Les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ont augmenté de 7,1 G\$. Cette hausse découle surtout du raffermissement du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien et de l'incidence des nouvelles affaires, y compris l'acquisition des activités de rentes d'Equitable Life, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des taux d'intérêt qui est reflétée dans les ajustements à la juste valeur.

Garanties liées aux fonds distincts et aux produits de rentes variables

La Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers, des produits unitaires à profit et des produits de rentes variables qui procurent certaines garanties liées aux valeurs de marché des fonds de placement.

Les produits assortis d'une garantie de retrait minimum de la Compagnie offrent divers niveaux de garantie en cas de décès et à l'échéance. Au 30 juin 2015, la valeur de marché des produits assortis d'une garantie de retrait minimum en vigueur au Canada, aux États-Unis, en Irlande et en Allemagne se chiffrait à 3 347 M\$ (3 016 M\$ au 31 décembre 2014). La Compagnie a un programme de couverture en place visant à gérer certains risques liés aux options intégrées à ses produits assortis d'une garantie de retrait minimum.

Exposition au risque inhérent aux garanties liées aux fonds distincts et aux produits de rentes variables

	Valeur de marché	30 juin 2015			
		Insuffisance des placements par type de prestations			
		Revenu	Échéance	Décès	Total ⁽¹⁾
Exploitation canadienne	29 776 \$	— \$	29 \$	111 \$	111 \$
Exploitation américaine	11 287	6	—	45	51
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	8 303	3	—	370	370
Réassurance ⁽²⁾	1 206	353	—	23	376
	9 509	356	—	393	746
Total	50 572 \$	362 \$	29 \$	549 \$	908 \$

⁽¹⁾ Les titulaires ne peuvent recevoir une rente immédiate au titre d'une police que si l'un des trois événements suivants survient : le choix de prestations de revenu, l'échéance ou le décès. Le total de l'insuffisance mesure l'exposition à un moment précis, en supposant que l'événement le plus coûteux survienne au 30 juin 2015 pour chaque police.

⁽²⁾ L'exposition de l'unité Réassurance est liée aux marchés canadien et américain.

L'insuffisance des placements mesure l'exposition, à un moment donné, à un événement déclencheur (soit le choix de recevoir des prestations de revenu, l'échéance ou le décès), en supposant qu'il survienne le 30 juin 2015. Le coût réel pour la Compagnie dépendra de la survenance de l'élément déclencheur et des valeurs de marché à ce moment. Les sinistres réels avant impôt liés à ces garanties se sont chiffrés à 3 M\$ pour le trimestre (3 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014) et à 6 M\$ depuis le début de l'exercice (5 M\$ pour la période correspondante de 2014), la majeure partie de ces sinistres étant issue de l'unité Réassurance de l'exploitation européenne.

CAPITAL SOCIAL ET SURPLUS

Au 30 juin 2015, le capital social en circulation se chiffrait à 9 680 M\$, dont 7 166 M\$ d'actions ordinaires, 2 264 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif et 250 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif et à taux rajusté tous les cinq ans.

La Compagnie a initié le 9 décembre 2014 une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui se clôturera le 8 décembre 2015 et qui vise à racheter aux fins d'annulation jusqu'à 8 000 000 de ses actions ordinaires aux cours du marché pour atténuer l'effet dilutif des options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions de la Compagnie. Au cours du semestre clos le 30 juin 2015, la Compagnie a racheté et annulé 2 126 298 actions ordinaires (726 304 en 2014) au coût moyen par action de 35,87 \$ (30,72 \$ en 2014) en vertu de son programme de rachat dans le cours normal des activités.

PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les participations ne donnant pas le contrôle de la Compagnie incluent le surplus attribuable au compte de participation de filiales et les participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales.

LIQUIDITÉS ET GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL

LIQUIDITÉS

La Compagnie finance elle-même une grande partie de ses besoins en liquidités en appariant ses obligations à court terme aux fonds générés à l'interne et en conservant une quantité adéquate de placements liquides. Lifeco détient de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des obligations à court terme directement et par l'intermédiaire de ses filiales consolidées. Au 30 juin 2015, la Compagnie et ses filiales en exploitation détenaient de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des obligations à court terme de 9,5 G\$ (7,3 G\$ au 31 décembre 2014) et des obligations d'État disponibles de 31,0 G\$ (32,8 G\$ au 31 décembre 2014). Au 30 juin 2015, la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les obligations à court terme comprenaient environ 0,9 G\$ (0,7 G\$ au 31 décembre 2014) par l'intermédiaire de Lifeco, la société de portefeuille. De plus, la Compagnie dispose de marges de crédit suffisantes obtenues auprès de banques à charte canadiennes qui peuvent être utilisées, au besoin, pour répondre à des besoins imprévus en matière de liquidités.

La Compagnie n'a aucune politique officielle en matière de dividendes sur les actions ordinaires. Les dividendes sur les actions ordinaires en circulation de la Compagnie sont déclarés et versés à la discrétion exclusive du conseil d'administration de celle-ci. La décision de déclarer un dividende sur les actions ordinaires de la Compagnie tient compte de plusieurs facteurs, y compris le bénéfice, la suffisance du capital et la disponibilité des liquidités.

La capacité de la Compagnie, à titre de société de portefeuille, à verser des dividendes dépend de la capacité de ses filiales en exploitation à lui verser des dividendes. Les filiales en exploitation de la Compagnie sont assujetties à la réglementation en vigueur dans un certain nombre de territoires, chacun ayant sa propre façon de calculer le montant de capital qui doit être détenu relativement aux différentes activités menées par ces filiales en exploitation. Les exigences imposées par les autorités de réglementation dans un territoire donné peuvent varier de temps à autre et, par conséquent, avoir une incidence sur la capacité des filiales en exploitation de verser des dividendes à la Compagnie. Pour les entités dont le siège social est situé en Europe, les politiques en matière de solvabilité changeront pour refléter la réforme Solvabilité II, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016. L'incertitude entourant les règles et l'interprétation réglementaire de leur application pourrait faire croître le risque à court terme que les exigences de capital soient rehaussées à l'échelle locale. La Compagnie continue d'évaluer l'incidence de ce changement, demeurera en contact avec les autorités de réglementation tout au long de la phase préparatoire en 2015 et prendra les mesures appropriées pour s'adapter au nouveau contexte réglementaire.

FLUX DE TRÉSORERIE

Flux de trésorerie

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2015	2014	2015	2014
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Exploitation	1 404 \$	1 381 \$	2 496 \$	2 654 \$
Financement	(491)	(222)	(871)	(632)
Investissement	(1 440)	(1 172)	(1 544)	(1 733)
	(527)	(13)	81	289
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	18	(74)	109	29
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	(509)	(87)	190	318
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	3 197	3 196	2 498	2 791
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	2 688 \$	3 109 \$	2 688 \$	3 109 \$

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation sur une base consolidée, notamment les primes reçues, les produits nets tirés des placements et les honoraires, constituent la principale source de fonds pour la Compagnie. De façon générale, ces fonds servent principalement au paiement des prestations, des participations des titulaires de polices et des sinistres, ainsi que des charges d'exploitation et des commissions. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation sont principalement investis pour couvrir les besoins en liquidités liés aux obligations futures. Les flux de trésorerie liés aux activités de financement comprennent l'émission et le rachat d'instruments de capital ainsi que les dividendes et les versements d'intérêts connexes.

Au deuxième trimestre de 2015, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 509 M\$ par rapport au 31 mars 2015. Au cours du deuxième trimestre de 2015, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont chiffrés à 1 404 M\$, une hausse de 23 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2014. Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont chiffrés à 491 M\$ et ont servi principalement au paiement de dividendes de 356 M\$ aux détenteurs d'actions ordinaires et privilégiées et à la réduction de 118 M\$ du solde de la marge de crédit d'une filiale. Pour le trimestre clos le 30 juin 2015, la Compagnie a affecté des flux de trésorerie de 1 440 M\$ à l'acquisition d'actifs de placement additionnels.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 190 M\$ par rapport au 31 décembre 2014. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont chiffrés à 2 496 M\$, une baisse de 158 M\$ par rapport à la période correspondante de 2014. Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont chiffrés à 871 M\$ et ont servi principalement au paiement de dividendes de 713 M\$ aux détenteurs d'actions ordinaires et privilégiées et à la réduction de 161 M\$ du solde de la marge de crédit d'une filiale. Au premier trimestre de 2015, la Compagnie a augmenté le dividende trimestriel aux détenteurs d'actions ordinaires, le faisant ainsi passer de 0,3075 \$ par action ordinaire à 0,3260 \$ par action ordinaire. Pour le semestre clos le 30 juin 2015, la Compagnie a affecté des flux de trésorerie de 1 544 M\$ à l'acquisition d'actifs de placement additionnels.

ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS CONTRACTUELS

Les engagements et obligations contractuels n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2014.

GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL

Concernant la société de portefeuille, la Compagnie surveille le montant du capital consolidé disponible et les montants attribués dans ses diverses filiales en exploitation. Le montant du capital attribué dans une société ou dans un pays en particulier dépend des exigences réglementaires locales ainsi que de l'évaluation interne des exigences de capital de la Compagnie dans le contexte de ses risques opérationnels, de ses exigences d'exploitation et de ses plans stratégiques.

La Compagnie a pour politique de maintenir la capitalisation de ses filiales en exploitation réglementées à un niveau qui excède les exigences minimales de capital réglementaire appropriées dans les territoires où les filiales exercent leurs activités. D'autres établissements et filiales à l'étranger doivent se conformer aux exigences de capital et de solvabilité des territoires où ils sont présents. Les décisions de capitalisation de la Compagnie et de ses filiales en exploitation tiennent également compte de l'incidence que pourraient avoir de telles mesures sur les opinions exprimées par diverses agences de notation qui fournissent des notations de santé financière et d'autres notations à la Compagnie.

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières (le BSIF) a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en personnes morales en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales. Il s'agit du ratio du MPRCE. La fourchette cible interne de la Compagnie au chapitre du ratio du MPRCE pour les principales filiales en exploitation canadiennes de Lifeco se situe entre 175 % et 215 %, sur une base consolidée.

Le ratio du MPRCE de la Great-West au 30 juin 2015 s'établissait à 229 % (224 % au 31 décembre 2014). Le ratio du MPRCE de la London Life au 30 juin 2015 s'établissait à 233 % (247 % au 31 décembre 2014). Le ratio du MPRCE de la Canada-Vie au 30 juin 2015 s'établissait à 248 % (237 % au 31 décembre 2014). Le ratio du MPRCE ne tient pas compte de l'incidence des liquidités de 0,9 G\$ détenues par Lifeco, la société de portefeuille, au 30 juin 2015 (0,7 G\$ au 31 décembre 2014).

Aux fins du calcul de la situation du MPRCE, on soustrait du capital réglementaire disponible le goodwill et les immobilisations incorporelles, sous réserve de l'inclusion obligatoire d'une tranche des immobilisations incorporelles. Selon la ligne directrice du BSIF sur le MPRCE, les nouvelles évaluations trimestrielles des régimes à prestations définies qui ont une incidence sur le capital disponible pour les filiales de la Compagnie qui sont sous réglementation fédérale doivent être amorties sur 12 trimestres.

En raison de la nature évolutive des IFRS et des modifications proposées aux IFRS portant sur l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance, il pourrait y avoir de nouvelles modifications aux exigences de capital réglementaire et aux normes comptables, dont certaines pourraient être importantes.

La Compagnie est un utilisateur et un fournisseur de produits de réassurance, y compris la réassurance traditionnelle, laquelle sert principalement à réduire les risques garantis pris en charge, et la réassurance financière, en vertu de laquelle le montant du risque garanti transféré au réassureur ou aux réassurés peut être plus limité.

La Compagnie a établi des politiques et des procédures pour déterminer, mesurer et présenter tous les risques significatifs. La direction est responsable de l'établissement des procédures de gestion du capital relatives à la mise en œuvre et au suivi du plan de capital. Le plan de capital est conçu pour assurer le maintien d'un capital adéquat par la Compagnie, en tenant compte de la stratégie, du profil de risques et des plans d'affaires de celle-ci. Le conseil d'administration examine et approuve le plan de capital annuel ainsi que les opérations sur capitaux propres conclues par la direction conformément au plan.

Initiatives réglementaires du BSIF en matière de capital

Le BSIF a commencé à travailler sur un certain nombre d'initiatives qui auront, ou pourraient avoir, une incidence sur le calcul et la présentation du MPRCE de la Compagnie ou de certaines de ses filiales.

Ces initiatives sont présentées dans le cadre de la réglementation des compagnies d'assurance-vie du BSIF pour 2013 et sont classées selon trois grandes catégories, en ce qui concerne les montants du capital réglementaire : l'examen de la méthode utilisée pour déterminer les exigences de capital relativement aux garanties de fonds distincts, l'examen des critères d'admissibilité et des composantes du capital disponible, ainsi que le nouveau modèle servant à calculer les exigences de capital relatives aux risques de crédit, de marché, d'assurance et opérationnel. En outre, le BSIF tiendra compte des avantages de la diversification et des crédits de couverture dans son nouveau cadre.

La Compagnie évalue actuellement les propositions du BSIF présentées aux intervenants du secteur et participe à des discussions continues avec le BSIF, l'Institut canadien des actuaires, l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes et d'autres participants du secteur. De plus, la Compagnie participe activement aux études d'impact quantitatives du BSIF dans le cadre de la réglementation des compagnies d'assurance-vie. À l'heure actuelle, la Compagnie n'est pas en mesure de déterminer l'issue de ces initiatives.

MÉTHODE DE RÉPARTITION DU CAPITAL

La Compagnie applique une méthode de répartition du capital aux termes de laquelle les coûts de financement sont ventilés au prorata du capital réparti. En ce qui concerne l'exploitation canadienne et l'exploitation européenne (essentiellement la Great-West), cette méthode de répartition est orientée sur les exigences de capital réglementaire, alors que, pour les activités de services financiers exercées aux États-Unis et de gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam), la méthode est orientée sur la valeur comptable des unités d'exploitation présentée dans les états financiers. Le total du capital soumis à un effet de levier est réparti de façon uniforme entre les unités d'exploitation au prorata du total du capital, ce qui fait en sorte que le ratio d'endettement de chaque unité d'exploitation reflète celui de la société consolidée.

Cette méthode de répartition du capital permet à la Compagnie de calculer des rendements des capitaux propres comparables pour chaque unité d'exploitation. Par conséquent, ces rendements des capitaux propres se fondent sur le capital qui a été alloué aux unités d'exploitation et sur les charges financières associées à ce capital.

Rendement des capitaux propres⁽¹⁾

	30 juin 2015	31 mars 2015	31 décembre 2014
Exploitation canadienne	22,2 %	22,2 %	22,1 %
Services financiers aux États-Unis⁽²⁾	15,0 %	16,0 %	16,3 %
Gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam)	(0,4) %	(0,7) %	(3,6) %
Exploitation européenne	18,1 %	18,0 %	17,7 %
Exploitation générale de Lifeco	(4,5) %	(5,1) %	(5,3) %
Total du bénéfice d'exploitation de Lifeco⁽³⁾	15,7 %	16,0 %	15,7 %
Total du bénéfice net de Lifeco	15,7 %	16,0 %	15,7 %

⁽¹⁾ Le rendement des capitaux propres correspond au bénéfice net divisé par les capitaux propres moyens attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires pour les quatre derniers trimestres.

⁽²⁾ Comprend l'exploitation générale américaine.

⁽³⁾ Le bénéfice d'exploitation (une mesure financière non définie par les IFRS) exclut l'incidence de certaines provisions liées à des litiges décrites à la note 32 des états financiers consolidés annuels de la Compagnie au 31 décembre 2014, ce qui est reflété dans les résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

NOTATIONS

Cinq sociétés de notation indépendantes attribuent des notations à Great-West Lifeco. Au deuxième trimestre de 2015, les notations attribuées à Lifeco et à ses principales filiales en exploitation sont demeurées inchangées (se reporter au tableau ci-après). La Compagnie continue d'afficher d'excellentes notations par rapport à ses concurrents en Amérique du Nord, grâce à son profil de risque prudent ainsi qu'à la stabilité de son bénéfice net et de ses dividendes.

Les sociétés en exploitation de Lifeco reçoivent une notation groupée de la part de chaque agence de notation. Cette approche de notation groupée est essentiellement justifiée par la position enviable de la Compagnie sur le marché de l'assurance au Canada et sa situation concurrentielle aux États-Unis et en Europe. La Great-West, la London Life et la Canada-Vie ont en commun leur direction, leur gouvernance et leurs stratégies, ainsi qu'une plateforme d'affaires intégrée. Toutes ces sociétés en exploitation profitent d'un solide soutien financier implicite de Lifeco et sont détenues par cette dernière. Les notations groupées de la Compagnie n'ont subi aucune modification au cours du deuxième trimestre de 2015.

Agence de notation	Mesure	Lifeco	Great-West	London Life	Canada-Vie	Great-West Financial
A.M. Best Company	Santé financière		A+	A+	A+	A+
DBRS Limited	Capacité de paiement des sinistres Créances de premier rang Créances de second rang	AA (faible)	IC-1	IC-1	IC-1 AA (faible)	non coté
Fitch Ratings	Santé financière de l'assureur Créances de premier rang	A	AA	AA	AA	AA
Moody's Investors Service	Santé financière de l'assureur		Aa3	Aa3	Aa3	Aa3
Standard & Poor's Ratings Services	Santé financière de l'assureur Créances de premier rang Créances de second rang	A+	AA	AA	AA AA-	AA

Irish Life Assurance Plc (ILA) n'est pas incluse dans les notations groupées. Fitch Ratings a accordé la notation AA- à ILA et Standard & Poor's Ratings Services a amélioré la notation qu'elle accorde à cette dernière, la faisant passer de A à A+ au cours du trimestre. Fitch Ratings a accordé la notation A- aux billets perpétuels de 200 M€ d'ILA repris à l'acquisition d'Irish Life, tandis que Standard & Poor's Ratings Services a amélioré la notation qu'elle leur accorde, la faisant passer de BBB+ à A- au cours du trimestre.

GESTION DU RISQUE ET PRATIQUES RELATIVES AU CONTRÔLE

Le conseil d'administration a la responsabilité finale de la gouvernance et de la supervision du risque de l'ensemble de la Compagnie; il examine et approuve régulièrement le cadre de tolérance au risque ainsi que la politique de gestion des risques d'entreprise de la Compagnie. La gestion du risque et les pratiques relatives au contrôle n'ont subi aucune modification importante au cours du deuxième trimestre de 2015. Se reporter au rapport de gestion annuel de 2014 de la Compagnie pour une description détaillée de la gestion du risque et des pratiques relatives au contrôle de la Compagnie.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Aucune modification importante n'a été apportée aux politiques et aux procédures de la Compagnie relativement à l'utilisation d'instruments financiers dérivés au cours du deuxième trimestre de 2015. Les transactions sur dérivés de la Compagnie sont habituellement régies par les conventions-cadres de l'International Swaps and Derivatives Association, Inc. (l'ISDA), qui prévoient un droit juridiquement exécutoire de compensation et de compensation avec déchéance du terme de l'exposition à des contreparties précises dans l'éventualité de l'annulation d'une transaction, ce qui comprend, mais sans s'y limiter, des cas de défaillance et de faillite. En cas de résiliation anticipée, la Compagnie peut compenser les débiteurs d'une contrepartie au moyen des créiteurs de la même contrepartie, dans la même entité légale, qui découlent de toutes les transactions incluses. En ce qui concerne la Compagnie, les conventions-cadres de l'ISDA pourraient comprendre des dispositions provenant des annexes sur le soutien du crédit, lesquelles exigent d'offrir et d'accepter des garanties à l'égard des transactions sur dérivés. Au 30 juin 2015, le total des garanties financières, incluant la marge initiale et le surdimensionnement, reçues relativement aux actifs dérivés s'élevait à 119 M\$ (52 M\$ au 31 décembre 2014) et un montant de 407 M\$ avait été donné en garantie à l'égard des passifs dérivés (299 M\$ au 31 décembre 2014).

Au cours du semestre clos le 30 juin 2015, le montant nominal en cours des contrats dérivés a augmenté de 9,5 G\$ pour se chiffrer à 25,0 G\$, principalement en raison d'une augmentation de 8,9 G\$ liée à certaines opérations sur valeurs qui n'ont pas encore été annoncées et dont le règlement reste à venir.

L'exposition de la Compagnie au risque de crédit lié à la contrepartie des instruments dérivés, qui reflète la juste valeur actuelle des instruments qui affichent des profits, a diminué pour s'établir à 466 M\$ au 30 juin 2015, comparativement à 652 M\$ au 31 décembre 2014. La diminution s'explique surtout par le dénouement, au premier trimestre de 2015, de certains swaps de taux d'intérêt qui étaient en position de profits latents de 202 M\$ au 31 décembre 2014.

MÉTHODES COMPTABLES

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

En raison de la nature évolutive des IFRS, certaines modifications de ces normes ont eu une incidence sur la Compagnie en 2015 et certaines modifications pourraient avoir une incidence sur la Compagnie pour les périodes de présentation ultérieures. La Compagnie surveille activement les modifications futures aux IFRS proposées par l'International Accounting Standards Board (l'IASB) dans le but d'évaluer si ces modifications sont susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats ou les activités de la Compagnie.

La Compagnie a adopté les modifications à portée limitée des IFRS pour les *Améliorations annuelles – Cycle 2010-2012*, les *Améliorations annuelles – Cycle 2011-2013* et IAS 19, *Avantages du personnel*, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2015. L'adoption de ces modifications à portée limitée n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Compagnie.

En juillet 2015, l'IASB a reporté la date d'entrée en vigueur d'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, la faisant passer du 1^{er} janvier 2017, date mentionnée dans le rapport de gestion annuel de 2014 de la Compagnie, au 1^{er} janvier 2018. La Compagnie continue d'évaluer l'incidence qu'aura l'adoption de cette norme.

En ce qui a trait aux modifications des méthodes comptables futures qui pourraient avoir une incidence sur la Compagnie, il n'y a pas eu de modification importante par rapport aux informations fournies dans le rapport de gestion annuel de la Compagnie pour 2014, à l'exception de la modification à IFRS 15 décrite ci-dessus.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION SECTORIELS

Les résultats d'exploitation consolidés de Lifeco, y compris les chiffres correspondants, sont présentés selon les IFRS, après la répartition du capital. Les résultats d'exploitation consolidés de Lifeco correspondent au bénéfice net de la Great-West et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, la Canada-Vie, Great-West Financial et Putnam, auquel s'ajoutent les résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Aux fins de la présentation de l'information, les résultats d'exploitation consolidés sont regroupés en quatre secteurs à présenter, soit l'exploitation canadienne, l'exploitation américaine, l'exploitation européenne et l'exploitation générale de Lifeco, lesquels reflètent les emplacements géographiques ainsi que la structure de gestion et la structure interne des sociétés.

EXPLOITATION CANADIENNE

Le secteur de l'exploitation canadienne de Lifeco tient compte des résultats d'exploitation de l'exploitation canadienne de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie. Ce secteur regroupe trois unités d'exploitation principales. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Assurance individuelle, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-invalidité et d'assurance contre les maladies graves aux clients de l'Individuelle. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Gestion du patrimoine, la Compagnie offre des produits de capitalisation et de rentes immédiates aux clients de la Collective et de l'Individuelle au Canada. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Assurance collective, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-maladie, d'assurance contre les maladies graves, d'assurance-invalidité et d'assurance créances à l'intention des clients de la Collective au Canada.

Principales données financières consolidées – Exploitation canadienne

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2015	31 mars 2015	30 juin 2014	30 juin 2015	30 juin 2014
Primes et dépôts	5 869 \$	5 913 \$	5 770 \$	11 782 \$	12 798 \$
Souscriptions	3 016	3 183	2 904	6 199	6 106
Honoraires et autres produits	366	358	356	724	700
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	308	299	304	607	598
Total de l'actif	145 535 \$	147 372 \$	138 167 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	5 028	5 019	4 587		
Total de l'actif géré	150 563	152 391	142 754		
Autres actifs administrés	15 123	15 164	14 225		
Total de l'actif administré	165 686 \$	167 555 \$	156 979 \$		

FAITS NOUVEAUX EN 2015

- Les primes et dépôts pour le trimestre clos le 30 juin 2015 se sont chiffrés à 5 869 M\$, ce qui représente une augmentation de 99 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Pour le trimestre clos le 30 juin 2015, les souscriptions se sont établies à 3 016 M\$, soit une augmentation de 112 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2014, qui s'explique par la vigueur des souscriptions au sein de toutes les unités d'exploitation.
- Les honoraires et autres produits se sont établis à 366 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2015, une hausse de 10 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2014, principalement en raison de la croissance de l'actif géré attribuable à l'amélioration des marchés, en moyenne, et aux flux de trésorerie nets positifs.
- Le bénéfice net pour le trimestre clos le 30 juin 2015 s'est chiffré à 308 M\$, soit un résultat semblable à celui enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Un nouveau secteur a été créé au sein de l'unité Exploitation canadienne, lequel se concentrera sur le développement de nouvelles capacités organisationnelles dans les domaines des services numériques, de la segmentation de la clientèle, de l'innovation et de l'analytique de données.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION CANADIENNE

ASSURANCE INDIVIDUELLE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2015	31 mars 2015	30 juin 2014	30 juin 2015	30 juin 2014
Primes et dépôts	1 216 \$	1 154 \$	1 122 \$	2 370 \$	2 199 \$
Souscriptions	138	113	125	251	247
Bénéfice net	88	77	97	165	166

Primes et dépôts

Au cours du deuxième trimestre de 2015, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 94 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 1 216 M\$. Les primes des produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 91 M\$ pour le trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 1 132 M\$, essentiellement en raison de l'augmentation de 11 % des primes d'assurance-vie avec participation. Les primes liées aux produits de protection du vivant ont augmenté de 3 M\$, pour se chiffrer à 84 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2015, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 171 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 2 370 M\$. Les primes des produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 169 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 2 204 M\$, essentiellement en raison d'une augmentation de 11 % des primes d'assurance-vie avec participation. Les primes liées aux produits de protection du vivant se sont chiffrées à 166 M\$, soit un résultat comparable à celui enregistré à la période correspondante de l'exercice précédent.

Au deuxième trimestre de 2015, les primes des produits d'assurance individuelle ont crû de 62 M\$ par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison d'une augmentation de 9 % des primes d'assurance-vie avec participation.

Souscriptions

Pour le deuxième trimestre de 2015, les souscriptions de produits d'assurance individuelle ont crû de 13 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 138 M\$. Les souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation sont demeurées vigoureuses et une hausse de 18 M\$, ou 22 %, a été enregistrée. Les souscriptions de produits d'assurance-vie universelle et d'assurance-vie temporaire ont diminué de 5 M\$, ou 15 %, car elles ont subi les effets des retards dans le traitement des demandes d'assurance qui découlent des problèmes liés au nouveau système administratif. Bien que les souscriptions de produits d'assurance-vie sans participation pour le deuxième trimestre aient diminué d'un exercice à l'autre, les résultats ont continué de croître au cours du trimestre alors que la Compagnie poursuit ses efforts pour que les niveaux de service retournent à la normale en 2015.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, les souscriptions de produits d'assurance individuelle ont augmenté de 4 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour ainsi s'établir à 251 M\$. Les souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation ont augmenté de 19 M\$, ou 12 %, alors que les souscriptions de produits d'assurance-vie universelle et d'assurance-vie temporaire ont diminué de 15 M\$, ou 23 %, ce qui s'explique en grande partie par les mêmes facteurs que ceux évoqués dans les résultats trimestriels.

Au cours du deuxième trimestre de 2015, les souscriptions de produits d'assurance individuelle ont augmenté de 25 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse des souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation, qui ont augmenté de 18 M\$, ou 22 %. Les souscriptions de produits d'assurance-vie universelle et d'assurance-vie temporaire ont augmenté de 5 M\$, ou 22 %, par rapport au trimestre précédent grâce à l'amélioration des délais de traitement du nouveau système administratif, la Compagnie poursuivant ses efforts pour que les niveaux de service retournent à la normale.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2015 a diminué de 9 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 88 M\$. Cette baisse est principalement attribuable à l'augmentation des pressions exercées par les nouvelles affaires, à la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et aux résultats moins favorables au chapitre de la mortalité et de la morbidité. De plus, les modifications de certaines estimations liées à l'impôt sur le résultat ont eu une incidence positive sur le bénéfice net du deuxième trimestre de 2015, modifications qui n'avaient pas eu lieu en 2014.

Le bénéfice net s'est chiffré à 165 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2015, soit un résultat similaire à celui enregistré pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des pressions exercées par les nouvelles affaires et la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance ont été contrebalancées en grande partie par les résultats favorables au chapitre des placements et de la morbidité ainsi que par la diminution de l'impôt sur le résultat évoquée dans les résultats trimestriels.

Au deuxième trimestre de 2015, le bénéfice net a augmenté de 11 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation tient essentiellement à la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et aux résultats favorables au chapitre de la mortalité, facteurs partiellement contrebalancés par les résultats moins favorables au chapitre de la morbidité et du comportement des titulaires de polices. De plus, les modifications de certaines estimations liées à l'impôt sur le résultat ont eu une incidence positive sur le bénéfice net du deuxième trimestre de 2015, modifications qui n'avaient pas eu lieu au premier trimestre de 2015.

Le bénéfice net attribuable au compte de participation pour le deuxième trimestre de 2015 a diminué de 8 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 16 M\$, principalement en raison de l'augmentation des pressions exercées par les nouvelles affaires.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, le bénéfice net attribuable au compte de participation a augmenté de 3 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 49 M\$. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de l'apport des placements liés aux surplus d'actifs du compte de participation, facteur contrebalancé en grande partie par l'augmentation des pressions exercées par les nouvelles affaires.

Pour le deuxième trimestre de 2015, le bénéfice net attribuable au compte de participation a diminué de 17 M\$ par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la baisse de l'apport des placements liés aux surplus d'actifs du compte de participation.

GESTION DU PATRIMOINE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2015	31 mars 2015	30 juin 2014	30 juin 2015	30 juin 2014
Primes et dépôts	2 713 \$	2 811 \$	2 736 \$	5 524 \$	6 787 \$
Souscriptions	2 757	2 944	2 673	5 701	5 606
Honoraires et autres produits	313	308	301	621	595
Bénéfice net	122	122	113	244	218

Primes et dépôts

Au deuxième trimestre de 2015, les primes et dépôts ont diminué de 23 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour atteindre 2 713 M\$. Cette diminution s'explique surtout par la baisse des primes liées aux régimes de capitalisation collectifs, aux produits collectifs de placement seulement et aux produits de rentes collectifs à prime unique, contrebalancée en partie par la hausse des primes et dépôts liés aux fonds de placement de l'Individuelle.

Compte non tenu de l'incidence du montant de 1 066 M\$ lié à la conversion de certains actifs d'un régime de retraite en un produit de fonds distincts au premier trimestre de 2014, les primes et dépôts ont diminué de 197 M\$ au cours du semestre clos le 30 juin 2015, pour s'établir à 5 524 M\$. Cette baisse est attribuable aux mêmes facteurs que ceux évoqués dans les résultats trimestriels.

Pour le deuxième trimestre de 2015, les primes et dépôts ont diminué de 98 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette diminution s'explique principalement par une baisse des primes et dépôts liés aux fonds de placement de l'Individuelle en raison de l'incidence positive de la saison des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) sur les primes et dépôts du premier trimestre, facteur contrebalancé en partie par une augmentation des primes liées aux produits de rentes collectifs à prime unique.

Souscriptions

Pour le deuxième trimestre de 2015, les souscriptions ont crû de 84 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 2 757 M\$. Cette augmentation tient principalement à la hausse des souscriptions liées aux fonds de placement de l'Individuelle, qui a été contrebalancée en partie par la baisse des souscriptions liées aux produits collectifs de placement seulement et aux produits de rentes collectifs à prime unique.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, les souscriptions ont augmenté de 95 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 5 701 M\$, surtout en raison de la hausse des souscriptions liées aux fonds de placement de l'Individuelle, laquelle a été contrebalancée en partie par une baisse des souscriptions liées aux régimes de capitalisation collectifs, aux produits collectifs de placement seulement et aux produits de rentes collectifs à prime unique.

Les souscriptions pour le deuxième trimestre de 2015 ont diminué de 187 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette diminution tient principalement à la baisse des souscriptions de fonds de placement de l'Individuelle en raison de l'incidence positive de la saison des REER sur les souscriptions du premier trimestre, baisse qui a été contrebalancée en partie par la hausse des souscriptions de produits de rentes collectifs à prime unique et de régimes de capitalisation collectifs.

Les entrées nettes de trésorerie pour le deuxième trimestre de 2015 se sont chiffrées à 159 M\$, comparativement à 290 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et à 250 M\$ au trimestre précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2015, les entrées nettes de trésorerie se sont chiffrées à 409 M\$, comparativement à 1 602 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, dont une tranche de 1 066 M\$ était liée à la conversion de certains actifs d'un régime de retraite en un produit de fonds distincts. Compte non tenu de cette conversion, les entrées nettes de trésorerie ont diminué de 127 M\$ en raison des mêmes facteurs que ceux expliquant la baisse des primes et dépôts.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le deuxième trimestre de 2015 ont augmenté de 12 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour atteindre 313 M\$. Cette augmentation tient principalement à la croissance de l'actif géré qui est attribuable à l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et aux flux de trésorerie nets positifs, facteur contrebalancé en partie par la baisse des marges liées aux honoraires. La baisse des marges liées aux honoraires découle en grande partie du développement du marché pour les produits de fonds distincts destinés aux particuliers à valeur nette élevée et les produits de fonds communs de placement.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, les honoraires et autres produits ont augmenté de 26 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 621 M\$, en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Au deuxième trimestre de 2015, les honoraires et autres produits ont augmenté de 5 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la croissance de l'actif géré attribuable à l'amélioration des marchés, en moyenne, et aux flux de trésorerie nets positifs.

Bénéfice net

Au deuxième trimestre de 2015, le bénéfice net a augmenté de 9 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'élever à 122 M\$. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des honoraires, des reports de frais d'acquisition et de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, facteurs contrebalancés en partie par la baisse de l'apport des placements et par la hausse des charges d'exploitation. Au cours du trimestre, les reports de frais d'acquisition ont augmenté en raison d'une révision de l'affectation des charges, qui a donné lieu à une augmentation de l'affectation aux frais d'acquisition pouvant être différés.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, le bénéfice net a augmenté de 26 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 244 M\$. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des honoraires, de l'apport des placements et des reports de frais d'acquisition, tel qu'il a été expliqué dans les résultats trimestriels, et par des résultats plus favorables au chapitre de la longévité. Elle a été partiellement contrebalancée par la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et par la hausse des charges d'exploitation.

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2015, qui s'est élevé à 122 M\$, était semblable à celui enregistré au trimestre précédent, l'augmentation des reports de frais d'acquisition expliquée dans les résultats trimestriels et la hausse des honoraires ayant été contrebalancées par la baisse de l'apport des placements et les résultats moins favorables au chapitre de la longévité.

ASSURANCE COLLECTIVE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2015	31 mars 2015	30 juin 2014	30 juin 2015	30 juin 2014
Primes et dépôts	1 940 \$	1 948 \$	1 912 \$	3 888 \$	3 812 \$
Souscriptions	121	126	106	247	253
Honoraires et autres produits	39	39	38	78	76
Bénéfice net	96	109	92	205	201

Primes et dépôts

Les primes et dépôts pour le deuxième trimestre de 2015 ont augmenté de 28 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 1 940 M\$, essentiellement en raison d'une augmentation des primes et dépôts sur le marché des moyennes affaires.

Les primes et dépôts pour le semestre clos le 30 juin 2015 ont augmenté de 76 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 3 888 M\$, essentiellement en raison d'une augmentation des primes et dépôts sur les marchés des moyennes et des grandes affaires.

Les primes et dépôts pour le deuxième trimestre de 2015 ont diminué de 8 M\$ par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison d'une diminution des primes et dépôts sur le marché des grandes affaires.

Souscriptions

Pour le deuxième trimestre de 2015, les souscriptions ont crû de 15 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 121 M\$. Cette augmentation tient principalement à la hausse des souscriptions sur les marchés des petites et des moyennes affaires et à l'augmentation des souscriptions de produits d'assurance créances, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des souscriptions sur le marché des grandes affaires. Les souscriptions des produits d'assurance créances et des ventes directes peuvent varier grandement d'un trimestre à l'autre.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, les souscriptions ont diminué de 6 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 247 M\$. Cette diminution tient principalement à la baisse des souscriptions de produits d'assurance créances sur le marché des grandes affaires, contrebalancée en partie par la hausse des souscriptions sur les marchés des petites et des moyennes affaires.

Les souscriptions pour le deuxième trimestre de 2015 ont diminué de 5 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette diminution tient principalement à la baisse des souscriptions sur le marché des grandes affaires, qui a été contrebalancée en partie par la hausse des souscriptions sur les marchés des petites et des moyennes affaires et des souscriptions de produits d'assurance créances.

Honoraires et autres produits

Pour le deuxième trimestre de 2015, les honoraires et autres produits, qui se sont chiffrés à 39 M\$, sont comparables à ceux enregistrés au trimestre correspondant de l'exercice précédent et au trimestre précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 78 M\$, soit un montant comparable à celui enregistré à la période correspondante de l'exercice précédent.

Bénéfice net

Au deuxième trimestre de 2015, le bénéfice net a augmenté de 4 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'élever à 96 M\$. Cette hausse est principalement attribuable à la hausse de l'apport des placements, contrebalancée en partie par les résultats moins favorables au chapitre de la morbidité et par la diminution de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance. De plus, les modifications de certaines estimations liées à l'impôt sur le résultat ont eu une incidence positive sur le bénéfice net du deuxième trimestre de 2015, modifications qui n'avaient pas eu lieu en 2014.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, le bénéfice net a augmenté de 4 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 205 M\$, essentiellement en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Au deuxième trimestre de 2015, le bénéfice net a diminué de 13 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette diminution tient essentiellement aux résultats moins favorables au chapitre de la morbidité et à la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et des placements, facteurs contrebalancés en partie par la diminution des charges d'exploitation et la baisse de l'impôt sur le résultat.

EXPLOITATION GÉNÉRALE CANADIENNE

Les résultats de l'exploitation générale canadienne tiennent compte d'éléments non liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation canadienne.

Le bénéfice net de l'exploitation générale canadienne pour le deuxième trimestre de 2015, qui s'est élevé à 2 M\$, est semblable à celui enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent, l'augmentation des produits tirés des placements et la diminution des charges d'exploitation ayant été contrebalancées par la hausse des charges financières affectées.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, l'exploitation générale canadienne a enregistré une perte nette de 7 M\$, comparativement à un bénéfice net de 13 M\$ pour la période correspondante de 2014, ce qui s'explique surtout par la hausse des charges financières affectées.

Pour le deuxième trimestre de 2015, le bénéfice net de l'exploitation générale canadienne a augmenté pour s'établir à 2 M\$, comparativement à une perte nette de 9 M\$ pour le trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par l'augmentation des réserves au titre des positions fiscales incertaines, qui a eu une incidence négative sur le bénéfice au premier trimestre de 2015, contrebalancée en partie par la baisse des produits tirés des placements au deuxième trimestre de 2015.

EXPLOITATION AMÉRICAINE

Les résultats d'exploitation de l'exploitation américaine de Lifeco comprennent ceux de Great-West Financial, de Putnam, des activités d'assurance des divisions américaines de la Great-West et de la Canada-Vie, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Services financiers, et plus particulièrement sous la marque Empower Retirement, la Compagnie offre un éventail de produits de sécurité financière, notamment des régimes de retraite à cotisations définies offerts par l'employeur, des services de gestion et de tenue de dossiers, des comptes de retraite individuels, des services de gestion de fonds et des services de placements et de consultation. La Compagnie offre également des produits d'assurance-vie, des produits de rentes, ainsi que des régimes d'avantages à l'intention des cadres.

Putnam, l'unité de gestion d'actifs de la Compagnie, offre des services de gestion de placements, des services de distribution, des services administratifs ainsi que des services connexes par l'intermédiaire d'un vaste éventail de produits de placement.

CONVERSION DES DEVICES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS qui met en évidence l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Cette mesure fournit des renseignements utiles, car elle accroît la comparabilité des résultats entre les périodes. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS au début du présent rapport.

Principales données financières consolidées – Exploitation américaine

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2015	31 mars 2015 ⁽²⁾	30 juin 2014 ⁽¹⁾⁽³⁾	30 juin 2015	30 juin 2014 ⁽¹⁾⁽³⁾
Primes et dépôts ⁽¹⁾	11 011 \$	12 962 \$	10 070 \$	23 973 \$	22 483 \$
Souscriptions ⁽²⁾	18 131	20 123	10 480	38 254	23 639
Honoraires et autres produits	577	573	436	1 150	855
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	67	121	69	188	110
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires (en dollars américains)	55	98	63	153	100
Total de l'actif⁽³⁾	78 868 \$	81 216 \$	66 714 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	205 049	211 294	176 577		
Total de l'actif géré	283 917	292 510	243 291		
Autres actifs administrés	476 600	494 200	203 517		
Total de l'actif administré	760 517 \$	786 710 \$	446 808 \$		

⁽¹⁾ Les chiffres correspondants pour les primes et dépôts (une mesure financière non définie par les IFRS) ont été retraités pour améliorer la cohérence entre les unités d'exploitation de la Compagnie.

⁽²⁾ Les chiffres correspondants pour les souscriptions (une mesure financière non définie par les IFRS) ont été retraités pour améliorer la cohérence entre les unités d'exploitation de la Compagnie.

⁽³⁾ Les chiffres correspondants ont été retraités à la suite de l'ajustement pour une période précédente décrit à la note 2 des états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 30 juin 2015.

FAITS NOUVEAUX EN 2015

- Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2015, les activités liées aux services de retraite de Great-West Financial, de l'entreprise acquise J.P. Morgan Retirement Plan Services (RPS) et de Putnam ont été regroupées sous la marque Empower Retirement pour créer le deuxième fournisseur de services de tenue de dossiers en importance aux États-Unis, avec près de 7,4 millions de comptes de participants. Empower Retirement comprend également les activités liées aux comptes de retraite individuels qui étaient auparavant présentées dans les résultats des Marchés de l'Individuelle de Great-West Financial.
- Dans les rubriques portant sur les unités d'exploitation, les chiffres pour 2015 tiennent compte de la nouvelle structure d'entreprise, alors que les chiffres correspondants pour 2014 reflètent l'ancienne structure. Pour l'ensemble de l'exercice 2014, les activités de services de retraite de Putnam ont enregistré une perte nette d'environ 20 M\$ US. Comme il est expliqué ci-dessus, ces activités sont intégrées dans les activités d'exploitation d'Empower Retirement pour 2015.
- Pour le trimestre clos le 30 juin 2015, le bénéfice net s'est élevé à 55 M\$ US, ce qui représente une baisse de 8 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout attribuable à la hausse des dépenses stratégiques et liées au développement des affaires relatives à Empower Retirement. Le bénéfice net pour le trimestre clos le 30 juin 2015 a diminué de 43 M\$ US par rapport au premier trimestre de 2015, principalement en raison de la diminution de l'apport des placements.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION AMÉRICAINE

SERVICES FINANCIERS

FAITS NOUVEAUX EN 2015

- Les souscriptions se sont établies à 7,8 G\$ US pour le trimestre clos le 30 juin 2015, ce qui représente une augmentation de 5,6 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison du nombre accru d'importantes souscriptions de régime d'Empower Retirement.
- Pour le trimestre clos le 30 juin 2015, les honoraires et autres produits se sont élevés à 242 M\$ US, une augmentation de 69 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison des honoraires additionnels de 46 M\$ US liés à RPS, acquise le 29 août 2014.
- Pour le trimestre clos le 30 juin 2015, les primes et dépôts se sont établis à 2 035 M\$ US, une augmentation de 172 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse des souscriptions au sein d'Empower Retirement.
- Le bénéfice net pour le trimestre clos le 30 juin 2015 s'est chiffré à 58 M\$ US, soit une diminution de 13 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la hausse des dépenses stratégiques et liées au développement des affaires relativement à Empower Retirement. Empower Retirement continue de chercher à apporter des améliorations afin d'enrichir les interactions avec le client et de simplifier les procédures administratives pour les prochaines années. La Compagnie s'attend à ce que ces améliorations favorisent la croissance future des souscriptions et qu'elles donnent lieu à une hausse de la part de marché. La Compagnie prévoit investir environ 150 M\$ US dans le cadre de cette initiative qui s'échelonnait sur plusieurs années et dont l'incidence sur le bénéfice net devrait être de l'ordre d'environ 35 M\$ US en 2015 et 20 M\$ US en 2016. Ces coûts ont eu une incidence de 16 M\$ US sur le bénéfice net pour le semestre clos le 30 juin 2015. Après 2016, la Compagnie s'attend à ce que ces coûts diminuent pour finalement se stabiliser; une charge d'amortissement liée aux améliorations apportées aux systèmes et aux infrastructures sera incluse dans ces coûts.
- Au cours du trimestre clos le 30 juin 2015, Empower Retirement a dépassé le seuil des deux millions de participants aux régimes de retraite de son secteur des régimes à cotisations définies à l'intention des gouvernements. Empower Retirement fournit maintenant ses services à une clientèle d'environ 600 gouvernements locaux, d'État et de comté. Ces clients représentent un actif administré de plus de 90 G\$ US.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2015	31 mars 2015 ⁽²⁾	30 juin 2014 ⁽¹⁾	30 juin 2015	30 juin 2014 ⁽¹⁾
Primes et dépôts ⁽¹⁾	2 504 \$	2 730 \$	2 029 \$	5 234 \$	4 470 \$
Souscriptions ⁽²⁾	9 624	9 891	2 439	19 515	5 626
Honoraires et autres produits	297	295	189	592	374
Bénéfice net	72	120	78	192	172
Primes et dépôts (en dollars américains) ⁽¹⁾	2 035 \$	2 202 \$	1 863 \$	4 237 \$	4 082 \$
Souscriptions (en dollars américains) ⁽²⁾	7 825	7 977	2 238	15 802	5 135
Honoraires et autres produits (en dollars américains)	242	238	173	480	342
Bénéfice net (en dollars américains)	58	97	71	155	156

⁽¹⁾ Les chiffres correspondants pour les primes et dépôts (une mesure financière non définie par les IFRS) ont été retraités pour améliorer la cohérence entre les unités d'exploitation de la Compagnie.

⁽²⁾ Les chiffres correspondants pour les souscriptions (une mesure financière non définie par les IFRS) ont été retraités pour améliorer la cohérence entre les unités d'exploitation de la Compagnie.

Primes et dépôts

Au deuxième trimestre de 2015, les primes et dépôts ont augmenté de 172 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 2 035 M\$ US, en raison d'une hausse de 309 M\$ US enregistrée par Empower Retirement qui a été contrebalancée en partie par une baisse de 137 M\$ US enregistrée par les Marchés de l'Individuelle. La hausse enregistrée par Empower Retirement était principalement attribuable à la hausse des souscriptions de régimes à cotisations définies. La baisse pour les Marchés de l'Individuelle tient surtout à la diminution des souscriptions dans les secteurs de l'assurance-vie des banques de détail et des avantages à l'intention des cadres. Au deuxième trimestre de 2014, les primes et dépôts des comptes de retraite individuels, d'un montant de 41 M\$ US, étaient compris dans les Marchés de l'Individuelle, alors qu'ils sont plutôt compris dans Empower Retirement pour 2015.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, les primes et dépôts ont augmenté de 155 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 4 237 M\$ US, en raison d'une hausse de 420 M\$ US au sein d'Empower Retirement, qui a été contrebalancée en partie par une baisse de 265 M\$ US enregistrée par les Marchés de l'Individuelle. La hausse enregistrée par Empower Retirement était principalement liée à une augmentation des souscriptions, contrebalancée en partie par une diminution des cotisations des participants de régimes existants. La baisse pour les Marchés de l'Individuelle tient surtout à la diminution des souscriptions dans les secteurs des avantages à l'intention des cadres et de l'assurance-vie des banques de détail. Pour le semestre clos le 30 juin 2014, les primes et dépôts des comptes de retraite individuels, d'un montant de 100 M\$ US, étaient compris dans les Marchés de l'Individuelle, alors qu'ils sont plutôt compris dans Empower Retirement pour 2015.

Les primes et dépôts pour le deuxième trimestre de 2015 ont diminué de 167 M\$ US par rapport au trimestre précédent. Les primes d'Empower Retirement ont diminué de 167 M\$ US, principalement en raison d'une baisse des souscriptions, contrebalancée en partie par une hausse des cotisations des participants de régimes existants.

Souscriptions

Au deuxième trimestre de 2015, les souscriptions ont augmenté de 5 587 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 7 825 M\$ US, en raison d'une hausse de 5 782 M\$ US enregistrée par Empower Retirement qui a été contrebalancée en partie par une baisse de 195 M\$ US sur les Marchés de l'Individuelle. La hausse des souscriptions enregistrée par Empower Retirement était principalement liée à une augmentation du nombre d'importantes souscriptions de régime. La baisse des souscriptions pour les Marchés de l'Individuelle reflète la diminution des souscriptions dans le secteur de l'assurance-vie des banques de détail. Au deuxième trimestre de 2014, les souscriptions des comptes de retraite individuels, d'un montant de 117 M\$ US, étaient comprises dans les Marchés de l'Individuelle, alors qu'elles sont plutôt comprises dans Empower Retirement pour 2015.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, les souscriptions ont augmenté de 10 667 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour ainsi s'établir à 15 802 M\$ US. Cette hausse découle de l'augmentation de 11 046 M\$ US enregistrée par Empower Retirement et de la diminution de 379 M\$ US au sein des Marchés de l'Individuelle, qui s'expliquent essentiellement par les mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels. Les souscriptions de comptes de retraite individuels se sont chiffrées à 250 M\$ US pour le semestre clos le 30 juin 2014, montant inclus dans les Marchés de l'individuelle, alors qu'il était inclus dans les résultats d'Empower Retirement en 2015.

Au deuxième trimestre de 2015, les souscriptions ont diminué de 152 M\$ US par rapport au trimestre précédent, en raison d'une baisse de 209 M\$ US enregistrée par Empower Retirement, contrebalancée en partie par une hausse de 57 M\$ US pour les Marchés de l'Individuelle. La baisse des souscriptions au sein d'Empower Retirement s'explique par la diminution des fusions de régimes qui a été partiellement contrebalancée par la hausse des primes annualisées à l'égard des souscriptions. La hausse pour les Marchés de l'Individuelle tient surtout à l'augmentation des souscriptions dans les secteurs des avantages à l'intention des cadres et des rentes offertes par les banques. Dans les Marchés de l'Individuelle, les souscriptions des secteurs des avantages à l'intention des cadres et des rentes offertes par les banques ont augmenté de 72 % et de 9 %, respectivement, au deuxième trimestre de 2015, par rapport au trimestre précédent.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le deuxième trimestre de 2015 ont augmenté de 69 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 242 M\$ US. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des honoraires de 46 M\$ US attribuable à l'acquisition de RPS, par l'augmentation de l'actif découlant de l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et des flux de trésorerie positifs, ainsi que par l'incidence du transfert des activités relatives aux régimes à cotisations définies de Putnam à Empower Retirement le 1^{er} janvier 2015. Au deuxième trimestre de 2014, les honoraires de Putnam comprenaient un montant de 8 M\$ US lié aux activités relatives aux régimes à cotisations définies transférées.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, les honoraires et autres produits ont augmenté de 138 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 480 M\$ US, en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels. Les honoraires liés à RPS se sont chiffrés à 95 M\$ US pour le semestre clos le 30 juin 2015. Pour le semestre clos le 30 juin 2014, les honoraires de Putnam comprenaient un montant de 15 M\$ US lié aux activités relatives aux régimes à cotisations définies transférées.

Les honoraires et autres produits pour le deuxième trimestre de 2015 ont augmenté de 4 M\$ US par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'augmentation de l'actif moyen découlant de l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et des flux de trésorerie positifs.

Bénéfice net

Au deuxième trimestre de 2015, le bénéfice net a diminué de 13 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 58 M\$ US. Cette diminution s'explique principalement par une hausse de 8 M\$ US des dépenses stratégiques et liées au développement des affaires relativement à Empower Retirement et par l'incidence du transfert des activités relatives aux régimes à cotisations définies de Putnam à Empower Retirement, facteurs contrebalancés en partie par la hausse de l'apport des placements. Le bénéfice net de Putnam au deuxième trimestre de 2014 comprenait une perte nette de 6 M\$ US liée aux activités relatives aux régimes à cotisations définies transférées.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, le bénéfice net a diminué de 1 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 155 M\$ US, car la hausse de 14 M\$ US des dépenses stratégiques et liées au développement des affaires relativement à Empower Retirement et l'incidence du transfert des activités relatives aux régimes à cotisations définies de Putnam à Empower Retirement ont été contrebalancées en grande partie par l'augmentation de l'apport des placements. Le bénéfice net de Putnam pour le semestre clos le 30 juin 2014 comprenait une perte nette de 11 M\$ US liée aux activités relatives aux régimes à cotisations définies transférées.

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2015 a diminué de 39 M\$ US par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison de la diminution de l'apport des placements et de la hausse de 2 M\$ US des dépenses stratégiques et liées au développement des affaires relativement à Empower Retirement.

GESTION D'ACTIFS

FAITS NOUVEAUX EN 2015

- L'actif géré de clôture de Putnam s'est chiffré à 156,3 G\$ US au 30 juin 2015, en baisse de 2,2 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et l'actif géré moyen a augmenté de 5,8 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 160,4 G\$ US.
- Les souscriptions pour le trimestre clos le 30 juin 2015 ont diminué de 0,5 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 6,9 G\$ US.
- Pour le trimestre clos le 30 juin 2015, les honoraires se sont élevés à 228 M\$ US, une augmentation de 1 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

- Putnam a convenu de poursuivre jusqu'en 2020 son alliance stratégique avec Nissay Asset Management (NAM), la division de gestion d'actifs de Nippon Life Insurance Company. Putnam continuera de détenir une participation de 10 % dans NAM, d'agir comme sous-conseiller pour les fonds de placement offerts aux particuliers distribués par NAM et d'agir comme conseiller en placement pour les caisses de retraite des clients de NAM.
- Putnam continue de maintenir un solide rendement des placements par rapport à ses concurrents. Au 30 juin 2015, environ 93 % des actifs des fonds de Putnam ont affiché un rendement supérieur à la médiane des fonds classés par Lipper sur une période de trois ans. Cette proportion s'établissait à environ 78 % sur une période de cinq ans. De plus, environ 81 % des actifs des fonds de Putnam se situaient dans le quartile supérieur des fonds classés par Lipper sur une période de trois ans.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2015	31 mars 2015	30 juin 2014	30 juin 2015	30 juin 2014
Souscriptions	8 507 \$	10 232 \$	8 041 \$	18 739 \$	18 013 \$
Honoraires					
Frais de gestion de placements	214	213	182	427	357
Honoraires liés au rendement	6	3	7	9	10
Frais administratifs	42	42	44	84	87
Commissions et frais de placement	18	20	14	38	27
Honoraires	280	278	247	558	481
Bénéfice net (perte nette) des activités principales ⁽¹⁾	10	15	4	25	(10)
Déduire : charges financières et autres (après impôt) ⁽¹⁾	(13)	(13)	(13)	(26)	(52)
Bénéfice net (perte nette) présenté	(3)	2	(9)	(1)	(62)
Souscriptions (en dollars américains)	6 916 \$	8 252 \$	7 377 \$	15 168 \$	16 442 \$
Honoraires (en dollars américains)					
Frais de gestion de placements (en dollars américains)	174	172	168	346	326
Honoraires liés au rendement (en dollars américains)	5	3	6	8	9
Frais administratifs (en dollars américains)	34	34	40	68	79
Commissions et frais de placement (en dollars américains)	15	15	13	30	25
Honoraires (en dollars américains)	228	224	227	452	439
Bénéfice net (perte nette) des activités principales (en dollars américains) ⁽¹⁾	8	12	4	20	(9)
Déduire : charges financières et autres (après impôt) (en dollars américains) ⁽¹⁾	(10)	(10)	(12)	(20)	(47)
Bénéfice net (perte nette) présenté (en dollars américains)	(2)	2	(8)	—	(56)
Marge d'exploitation avant impôt (en dollars américains) ⁽²⁾	6,6 %	9,2 %	4,2 %	7,9 %	(0,2) %

⁽¹⁾ Le bénéfice net (la perte nette) des activités principales (une mesure financière non définie par les IFRS) est une mesure du rendement de l'unité Gestion d'actifs. Le bénéfice net (la perte nette) des activités principales comprend l'incidence des commissions des courtiers et de l'amortissement des logiciels et exclut l'incidence des charges financières de l'exploitation générale, ainsi que des affectations et des ajustements à la juste valeur liés à la rémunération fondée sur des actions.

⁽²⁾ La marge d'exploitation avant impôt (une mesure financière non définie par les IFRS) correspond au bénéfice net (à la perte nette) des activités principales avant impôt de l'unité Gestion d'actifs divisé par la somme des honoraires et des produits nets tirés des placements.

Souscriptions

Les souscriptions au deuxième trimestre de 2015 ont diminué de 0,5 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 6,9 G\$ US, en raison de la diminution de 1,2 G\$ US des souscriptions de fonds communs de placement qui a été contrebalancée en partie par la hausse de 0,7 G\$ US des souscriptions institutionnelles.

Les souscriptions pour le semestre clos le 30 juin 2015 ont diminué de 1,3 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 15,2 G\$ US, en raison de la diminution de 2,0 G\$ US des souscriptions de fonds communs de placement qui a été contrebalancée en partie par la hausse de 0,7 G\$ US des souscriptions institutionnelles.

Au deuxième trimestre de 2015, les souscriptions ont diminué de 1,3 G\$ US par rapport au trimestre précédent, en raison d'une baisse de 1,1 G\$ US des souscriptions de fonds communs de placement et d'une baisse de 0,2 G\$ US des souscriptions institutionnelles.

Honoraires

Les honoraires sont essentiellement tirés des frais de gestion de placements, des honoraires liés au rendement, des frais de gestion liés aux services d'agent des transferts et aux autres services, ainsi que des commissions et frais de placement. Habituellement, les honoraires gagnés sont fondés sur l'actif géré et peuvent dépendre des marchés des capitaux, du rendement relatif des produits d'investissement de Putnam, du nombre de comptes individuels et des souscriptions.

Les honoraires se sont chiffrés à 228 M\$ US au deuxième trimestre de 2015, soit un montant comparable à celui enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les honoraires pour le deuxième trimestre de 2014 comprenaient des honoraires de 8 M\$ US liés aux activités relatives aux régimes à cotisations définies, qui ont été transférées à Empower Retirement le 1^{er} janvier 2015 (les « activités relatives aux régimes à cotisations définies transférées »). Compte non tenu de l'incidence des activités relatives aux régimes à cotisations définies transférées, les honoraires ont augmenté de 9 M\$ US, surtout en raison de la hausse des frais de gestion de placements découlant de la croissance de l'actif géré moyen.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, les honoraires ont augmenté de 13 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 452 M\$ US. Les honoraires pour le semestre clos le 30 juin 2014 comprenaient des honoraires de 15 M\$ US liés aux activités relatives aux régimes à cotisations définies, qui ont été transférées à Empower Retirement. Compte non tenu de l'incidence des activités relatives aux régimes à cotisations définies transférées, les honoraires ont augmenté de 28 M\$ US, surtout en raison de la hausse des frais de gestion de placements découlant de la croissance de l'actif géré moyen et du nombre plus élevé de comptes.

Les honoraires pour le deuxième trimestre de 2015 ont augmenté de 4 M\$ US par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse des frais de gestion de placements et des honoraires liés au rendement pour les fonds communs de placement et les portefeuilles institutionnels.

Bénéfice net

Pour le deuxième trimestre de 2015, le bénéfice net des activités principales (une mesure financière non définie par les IFRS) s'est chiffré à 8 M\$ US, comparativement à 4 M\$ US pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le bénéfice net des activités principales du deuxième trimestre de 2014 tenait compte d'une perte nette de 6 M\$ US attribuable aux activités relatives aux régimes à cotisations définies transférées. Compte non tenu de l'incidence des activités relatives aux régimes à cotisations définies transférées, le bénéfice net des activités principales a diminué de 2 M\$ US, principalement en raison d'une baisse des produits nets tirés des placements qui a été contrebalancée en grande partie par la hausse des honoraires et la baisse des charges d'exploitation. Les produits nets tirés des placements au deuxième trimestre de 2015 comprennent des pertes latentes de 2 M\$ US liées aux capitaux de lancement, lesquelles découlent du ralentissement des marchés boursiers, alors que les résultats du deuxième trimestre de 2014 comprennent des profits latents et réalisés de 7 M\$ US, surtout en raison du remboursement de capitaux de lancement à la suite de lancements de produits réussis. Pour le deuxième trimestre de 2015, la perte nette présentée, y compris les charges financières et autres, s'est chiffrée à 2 M\$ US, comparativement à une perte nette de 8 M\$ US pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le deuxième trimestre de 2015, les charges financières et autres ont diminué de 2 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 10 M\$ US.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, le bénéfice net des activités principales s'est chiffré à 20 M\$ US, comparativement à une perte nette de 9 M\$ US pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice net des activités principales pour le semestre clos le 30 juin 2014 comprenait une perte nette de 11 M\$ US attribuable aux activités relatives aux régimes à cotisations définies transférées. Compte non tenu de l'incidence des activités relatives aux régimes à cotisations définies transférées, le bénéfice net des activités principales a augmenté de 18 M\$ US, principalement en raison d'une hausse des honoraires et d'une baisse des charges d'exploitation, facteurs contrebalancés en partie par la diminution des produits nets tirés des placements. Pour le semestre clos le 30 juin 2015, le bénéfice net présenté, y compris les charges financières et autres, a été de néant, comparativement à une perte nette de 56 M\$ US pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2015, les charges financières et autres ont diminué de 27 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 20 M\$ US. Pour la période correspondante de 2014, les charges financières et autres tenaient compte de l'incidence de la charge de rémunération fondée sur des actions de 21 M\$ US et des charges indirectes de 4 M\$ US pour les fonds Putnam, deux facteurs qui ne se sont pas reproduits en 2015.

Pour le deuxième trimestre de 2015, le bénéfice net des activités principales a diminué de 4 M\$ US par rapport au trimestre précédent. Les résultats du trimestre précédent comprennent des recouvrements de coûts de 5 M\$ US qui ne se sont pas reproduits. Compte non tenu de l'incidence de ces recouvrements de coûts, le bénéfice net des activités principales a augmenté de 1 M\$ US, principalement en raison d'une hausse des honoraires et d'une baisse des charges d'exploitation, contrebalancées en grande partie par la diminution des produits nets tirés des placements. Pour le deuxième trimestre de 2015, la perte nette présentée, y compris les charges financières et autres, s'est chiffrée à 2 M\$ US, comparativement à un bénéfice net de 2 M\$ US pour le trimestre précédent. Pour le deuxième trimestre de 2015, les charges financières et autres se sont chiffrées à 10 M\$ US, soit un montant comparable à celui du trimestre précédent.

ACTIF GÉRÉ

Actif géré

(en dollars américains)

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2015	31 mars 2015	30 juin 2014	30 juin 2015	30 juin 2014
Actif au début	159 208 \$	157 572 \$	153 432 \$	157 572 \$	149 556 \$
Souscriptions – fonds communs de placement	4 500	5 608	5 677	10 108	12 053
Rachats – fonds communs de placement	(5 508)	(5 166)	(3 986)	(10 674)	(7 915)
Entrées (sorties) d'actifs nettes – fonds communs de placement	(1 008)	442	1 691	(566)	4 138
Souscriptions – marchés institutionnels	2 416	2 644	1 700	5 060	4 389
Rachats – marchés institutionnels	(3 222)	(3 063)	(3 222)	(6 285)	(7 268)
Sorties d'actifs nettes – marchés institutionnels	(806)	(419)	(1 522)	(1 225)	(2 879)
Entrées (sorties) d'actifs nettes – total	(1 814)	23	169	(1 791)	1 259
Incidence du rendement du marché	(1 046)	1 613	4 970	567	7 756
Actif à la fin	156 348 \$	159 208 \$	158 571 \$	156 348 \$	158 571 \$
<u>Actif géré moyen</u>					
Fonds communs de placement	87 896	87 269	82 016	87 588	80 240
Actifs institutionnels	72 459	71 127	72 516	71 803	72 279
Total de l'actif géré moyen	160 355 \$	158 396 \$	154 532 \$	159 391 \$	152 519 \$

Pour le trimestre clos le 30 juin 2015, l'actif géré moyen s'est établi à 160,4 G\$ US. L'actif géré moyen a augmenté de 5,8 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, essentiellement en raison de l'incidence du rendement positif du marché et des placements sur une période de douze mois. Pour le deuxième trimestre de 2015, les sorties d'actifs nettes se sont chiffrées à 1,8 G\$ US comparativement à des entrées d'actifs nettes de 0,2 G\$ US au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les sorties d'actifs nettes trimestrielles des fonds communs de placement se sont établies à 1,0 G\$ US et les sorties d'actifs nettes des marchés institutionnels se sont chiffrées à 0,8 G\$ US.

L'actif géré moyen pour le semestre clos le 30 juin 2015 a augmenté de 6,9 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 159,4 G\$ US, essentiellement en raison de l'incidence du rendement positif du marché et des placements. Pour le semestre clos le 30 juin 2015, les sorties d'actifs nettes se sont chiffrées à 1,8 G\$ US comparativement à des entrées d'actifs nettes de 1,3 G\$ US pour la période correspondante de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, les sorties d'actifs nettes des fonds communs de placement se sont établies à 0,6 G\$ US et les sorties d'actifs nettes des marchés institutionnels se sont chiffrées à 1,2 G\$ US.

L'actif géré moyen a augmenté de 2,0 G\$ US par rapport au trimestre précédent, principalement en raison du rendement positif du marché et des placements.

EXPLOITATION GÉNÉRALE AMÉRICAINE

Les résultats de l'exploitation générale américaine tiennent compte d'éléments non liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation américaine, y compris l'incidence de certains éléments non récurrents liés à l'exploitation américaine.

Au deuxième trimestre de 2015, la perte nette de l'exploitation générale américaine s'est élevée à 1 M\$ US, comparativement à néant pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison des coûts de restructuration liés à l'acquisition de RPS en 2015.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, l'exploitation générale a enregistré une perte nette de 2 M\$ US, alors que le résultat avait été de néant pour la période correspondante de 2014, en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

La perte nette pour le trimestre clos le 30 juin 2015, qui s'est élevée à 1 M\$ US, est comparable à celle enregistrée pour le trimestre précédent.

EXPLOITATION EUROPÉENNE

L'exploitation européenne comprend deux unités d'exploitation distinctes : l'unité Assurance et rentes, par l'entremise de laquelle la Compagnie offre des produits d'assurance et de gestion du patrimoine, y compris des produits de rentes immédiates par l'intermédiaire de filiales de la Canada-Vie au Royaume-Uni, à l'île de Man et en Allemagne, ainsi que par l'entremise d'Irish Life, en Irlande; ainsi que l'unité Réassurance, qui exerce ses activités principalement aux États-Unis, à la Barbade et en Irlande. Les produits de réassurance sont offerts par la Canada-Vie, la London Life et leurs filiales.

CONVERSION DES DEVICES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS qui met en évidence l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Cette mesure fournit des renseignements utiles, car elle accroît la comparabilité des résultats entre les périodes. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS au début du présent rapport.

Principales données financières consolidées – Exploitation européenne

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2015	31 mars 2015	30 juin 2014	30 juin 2015	30 juin 2014
Primes et dépôts	5 193 \$	6 673 \$	4 944 \$	11 866 \$	10 033 \$
Honoraires et autres produits	283	327	318	610	614
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	289	286	246	575	505
Total de l'actif	152 025 \$	152 743 \$	139 470 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	22 091	22 337	18 949		
Total de l'actif géré	174 116	175 080	158 419		
Autres actifs administrés	47 536	47 529	42 337		
Total de l'actif administré	221 652 \$	222 609 \$	200 756 \$		

FAITS NOUVEAUX EN 2015

- Au deuxième trimestre de 2015, le bénéfice net s'est établi à 289 M\$, soit une augmentation de 43 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison d'une hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'une diminution de l'impôt sur le résultat.
- Pour le trimestre clos le 30 juin 2015, les primes et dépôts se sont établis à 5,2 G\$, une augmentation de 249 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse des souscriptions en matière de gestion de fonds en Irlande.
- Pour le trimestre clos le 30 juin 2015, les honoraires et autres produits se sont élevés à 283 M\$, une diminution de 35 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de l'incidence de la fluctuation des devises et de la baisse des honoraires nets en Irlande.
- Les activités de migration de polices qui s'inscrivent dans le cadre de l'intégration d'Irish Life ont été menées à terme au deuxième trimestre de 2015. La Compagnie prévoit maintenant réaliser des synergies annualisées de 48 M€ à la suite de l'acquisition d'Irish Life, un montant qui est de 20 % supérieur à la cible de synergie annualisée établie à 40 M€.
- Les changements apportés au budget établi pour 2014 au Royaume-Uni, qui sont entrés en vigueur en avril 2015, ont eu et continueront d'avoir une incidence sur les souscriptions de produits de rentes au Royaume-Uni. Au deuxième trimestre de 2015, les souscriptions de produits de rentes immédiats offerts aux particuliers au Royaume-Uni ont diminué de 45 % par rapport au deuxième trimestre de 2014. Au cours du trimestre, la Compagnie a lancé avec succès sa nouvelle gamme de produits de retraite qui permet aux participants de régimes de retraite à cotisations définies au Royaume-Uni de tirer parti des nouvelles options qui leur sont offertes.
- Le 1^{er} juillet 2015, la Compagnie a conclu, par l'intermédiaire de sa filiale The Canada Life Group (U.K.) Limited, l'acquisition de Legal & General International (Ireland) Limited (LGII), une filiale de Legal & General Group Plc située à Dublin. LGII propose des solutions de qualité en matière de placements et de gestion du patrimoine axées principalement sur le marché des clients à valeur nette élevée du Royaume-Uni et compte plus de 4 300 polices de titres obligataires pour un actif administré d'environ 2,8 G£ (au 30 juin 2015). LGII exercera dorénavant ses activités sous le nom Canada Life International Assurance (Ireland) (CLIAI).
- En Europe, la Compagnie continue de créer et de mettre en œuvre les systèmes et les processus qui lui permettront de respecter la nouvelle réglementation Solvabilité II avant la date d'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2016. Toutes les sociétés de la Compagnie qui sont réglementées en Europe porteront une attention particulière à l'implantation de la nouvelle réglementation Solvabilité II en 2015. La progression du processus s'est poursuivie, l'information à fournir selon la première phase préparatoire ayant été déposée au cours du trimestre auprès des autorités de réglementation locales de la Compagnie, soit la Prudential Regulation Authority (PRA) et la Central Bank of Ireland (CBI).
- En mai 2015, Irish Life Investment Managers (ILIM) a été choisie par Ark Life (qui fait maintenant partie du groupe Guardian, établi au Royaume-Uni) pour assurer la gestion d'une tranche de plus de 2 G€ de son portefeuille d'actifs, ainsi que pour répondre aux exigences connexes en matière de gestion d'actifs, à compter d'août 2015. Avant l'entrée en vigueur de cette décision, une filiale d'Irish Life assurait déjà les fonctions administratives et de tenue de dossiers de titulaires de polices pour ce portefeuille. Cette filiale continuera de fournir ces services.
- Dans le cadre des IPD/IPF U.K. Property Investment Awards, Canada Life Investments, une filiale de la Canada-Vie au Royaume-Uni, a reçu le prix du meilleur rendement annualisé sur trois ans dans la catégorie des fonds équilibrés de petite taille (c'est-à-dire dont l'actif se chiffrait à moins de 100 M£ en décembre 2013).

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION EUROPÉENNE

ASSURANCE ET RENTES

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2015	31 mars 2015	30 juin 2014	30 juin 2015	30 juin 2014
Primes et dépôts	4 116 \$	5 160 \$	3 498 \$	9 276 \$	7 610 \$
Souscriptions	3 396	4 456	2 814	7 852	6 320
Honoraires et autres produits	277	322	307	599	593
Bénéfice net	207	216	184	423	384

Primes et dépôts

Au deuxième trimestre de 2015, les primes et dépôts ont augmenté de 0,6 G\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 4,1 G\$. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des souscriptions dans la plupart des gammes de produits en Irlande et en Allemagne. Elle a été contrebalancée en partie par la diminution des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni et par l'incidence de la fluctuation des devises découlant de l'affaiblissement de l'euro au cours du trimestre par rapport au deuxième trimestre de 2014.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, les primes et dépôts ont augmenté de 1,7 G\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 9,3 G\$. Cette augmentation tient essentiellement à l'acquisition des activités de rentes d'Equitable Life au premier trimestre de 2015, à la hausse des souscriptions en matière de gestion de fonds et à la hausse des souscriptions dans la plupart des gammes de produits en Irlande et en Allemagne. Elle a été contrebalancée en partie par l'incidence de la fluctuation des devises découlant de l'affaiblissement de l'euro par rapport à la période correspondante de 2014.

Les primes et dépôts pour le deuxième trimestre de 2015 ont diminué de 1,0 G\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'acquisition des activités de rentes d'Equitable Life au trimestre précédent, d'un montant de 1,6 G\$, qui a été contrebalancée en partie par la hausse des souscriptions de produits de gestion de fonds, de retraite et de rentes en Irlande.

Souscriptions

Les souscriptions pour le deuxième trimestre de 2015 ont augmenté de 0,6 G\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 3,4 G\$. Pour le semestre clos le 30 juin 2015, les souscriptions ont augmenté pour se chiffrer à 7,9 G\$, comparativement à 6,3 G\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Les hausses enregistrées pour le trimestre et le semestre s'expliquent par les mêmes facteurs que ceux évoqués pour les primes et dépôts des périodes respectives.

Les souscriptions pour le deuxième trimestre de 2015 ont diminué de 1,1 G\$ par rapport au trimestre précédent, en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les primes et dépôts de la période correspondante.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le deuxième trimestre de 2015 ont diminué de 30 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 277 M\$. Cette diminution s'explique par l'incidence de la fluctuation des devises découlant de l'affaiblissement de l'euro au cours du trimestre par rapport au deuxième trimestre de 2014 et par la baisse des honoraires relatifs aux profits réalisés sur le marché qui se rapportent à un bloc d'affaires fermé de produits en unités de compte en Irlande. Les honoraires relatifs à ce bloc d'affaires sont particulièrement sensibles à l'activité du marché au début et à la fin d'une période de présentation de l'information financière.

Les honoraires et autres produits pour le semestre clos le 30 juin 2015 ont augmenté de 6 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 599 M\$, en raison de la hausse des honoraires de gestion d'actifs en Irlande et en Allemagne, qui découle surtout de la croissance de l'actif géré, partiellement contrebalancée par l'incidence de la fluctuation des devises découlant de l'affaiblissement de l'euro par rapport à la période correspondante de 2014.

Les honoraires et autres produits pour le deuxième trimestre de 2015 ont diminué de 45 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la diminution des honoraires nets en Irlande, comme expliqué précédemment pour les résultats du trimestre.

Bénéfice net

Pour le deuxième trimestre de 2015, le bénéfice net a augmenté de 23 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 207 M\$, principalement en raison de la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, qui comprennent le raffinement des hypothèses au chapitre de la longévité à l'égard des rentes et le raffinement de la modélisation. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par les résultats moins favorables au chapitre de la mortalité, de la morbidité et des placements, ainsi que par l'incidence de la réduction des volumes de nouvelles affaires pour les produits de rentes immédiates au Royaume-Uni. Le bénéfice net comprend un montant de 60 M\$ enregistré en Irlande, en hausse de 3 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2014, en raison d'une hausse des avantages des synergies liées à l'intégration et d'une hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, facteurs contrebalancés par la diminution des honoraires nets.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, le bénéfice net a augmenté de 39 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 423 M\$. Cette croissance s'explique principalement par la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, la hausse des honoraires de gestion d'actifs et l'amélioration des résultats au chapitre de la morbidité en Irlande. Ces éléments ont été contrebalancés en grande partie par l'incidence de la réduction des volumes de nouvelles affaires pour les produits de rentes immédiates au Royaume-Uni, par la baisse de l'apport des placements, par les résultats moins favorables au chapitre de la mortalité au Royaume-Uni et en Irlande et par la hausse de l'impôt sur le résultat. Le bénéfice net comprend un montant de 140 M\$ enregistré en Irlande, en hausse de 31 M\$ par rapport à la période correspondante de 2014, en raison des mêmes facteurs évoqués ci-dessus et de la hausse des avantages des synergies liées à l'intégration.

Pour le deuxième trimestre de 2015, le bénéfice net a diminué de 9 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est principalement attribuable aux résultats moins favorables au chapitre de la morbidité en Irlande, à la diminution des honoraires nets en Irlande et à la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse de l'apport des placements.

RÉASSURANCE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2015	31 mars 2015	30 juin 2014	30 juin 2015	30 juin 2014
Primes et dépôts	1 077 \$	1 513 \$	1 446 \$	2 590 \$	2 423 \$
Honoraires et autres produits	6	5	11	11	21
Bénéfice net	92	77	72	169	135

Primes et dépôts

Les primes liées à la réassurance peuvent fluctuer de manière importante d'une période à l'autre en fonction des modalités des traités sous-jacents. Pour certaines opérations de réassurance-vie, les primes varieront selon les composantes de l'opération. Les traités en vertu desquels les passifs relatifs aux contrats d'assurance sont pris en charge sur une base proportionnelle seront généralement assortis de primes beaucoup plus élevées que les traités en vertu desquels les sinistres ne sont pas assumés par le réassureur avant qu'un certain seuil ne soit dépassé.

Les primes et dépôts pour le deuxième trimestre de 2015 ont diminué de 369 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 1 077 M\$. Cette diminution est essentiellement attribuable à une entente de réassurance de rentes aux Pays-Bas conclue au cours du deuxième trimestre de 2014 qui a été contrebalancée en partie par de nouveaux traités de réassurance et des traités de réassurance restructurés ainsi que par l'incidence favorable des fluctuations des devises.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, les primes et dépôts ont augmenté de 167 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 2 590 M\$. Cette augmentation est essentiellement attribuable aux volumes de nouvelles affaires et aux ententes de réassurance restructurées, ainsi qu'à l'incidence positive des fluctuations des devises, facteurs contrebalancés en partie par la commutation de traités et par une entente de réassurance de rentes aux Pays-Bas conclue en 2014.

Les primes et dépôts pour le deuxième trimestre de 2015 ont diminué de 436 M\$ par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison d'une baisse des volumes des affaires.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le deuxième trimestre de 2015 ont diminué de 5 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 6 M\$. Certains traités de réassurance-vie ont été restructurés au quatrième trimestre de 2014, ce qui a donné lieu à une diminution des honoraires sur une base continue.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, les honoraires et autres produits ont diminué de 10 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 11 M\$, en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Au deuxième trimestre de 2015, les honoraires et autres produits sont demeurés comparables à ceux enregistrés au trimestre précédent.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2015 a augmenté de 20 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 92 M\$. Cette augmentation est surtout attribuable à la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et à l'incidence positive de la fluctuation des devises, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation des pressions exercées par les nouvelles affaires dans le secteur de l'assurance-vie traditionnelle, ainsi que par les résultats moins favorables au chapitre des sinistres. De plus, les modifications de certaines estimations liées à l'impôt sur le résultat ont eu une incidence positive sur le bénéfice net du deuxième trimestre de 2015.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, le bénéfice net a augmenté de 34 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 169 M\$. Cette augmentation est surtout attribuable à la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et à la hausse de l'apport des placements, ainsi qu'à l'incidence positive de la fluctuation des devises et à la diminution de l'impôt sur le résultat, comme on l'a expliqué pour les résultats du trimestre. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par l'augmentation des pressions exercées par les nouvelles affaires dans le secteur de l'assurance-vie traditionnelle.

Pour le deuxième trimestre de 2015, le bénéfice net a augmenté de 15 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est surtout attribuable à la diminution de l'impôt sur le résultat mentionnée dans les résultats trimestriels, qui a été contrebalancée en partie par la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et par la baisse de l'apport des placements.

EXPLOITATION GÉNÉRALE EUROPÉENNE

Les résultats de l'exploitation générale européenne tiennent compte des charges financières, de l'incidence de certains éléments non récurrents ainsi que des résultats liés aux activités internationales existantes.

Pour le deuxième trimestre de 2015, l'exploitation générale européenne a enregistré une perte nette de 10 M\$, un résultat comparable à celui enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats du deuxième trimestre de 2015 incluent des coûts de restructuration de 9 M\$ liés à l'acquisition d'Irish Life, alors que ces coûts avaient été de 8 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, l'exploitation générale européenne a enregistré une perte nette de 17 M\$, comparativement à une perte nette de 14 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La perte nette depuis le début de l'exercice tient compte des coûts de restructuration de 15 M\$ liés à Irish Life pour 2015, comparativement à 13 M\$ pour la période correspondante de 2014.

La perte nette pour le trimestre clos le 30 juin 2015 a augmenté, passant ainsi de 7 M\$ au trimestre précédent à 10 M\$ pour le trimestre considéré, en raison d'une hausse des coûts de restructuration liés à Irish Life.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DE L'EXPLOITATION GÉNÉRALE DE LIFECO

Le secteur de l'exploitation générale de Lifeco comprend les résultats d'exploitation associés aux activités de Lifeco qui ne se rapportent pas aux principales unités d'exploitation de la Compagnie.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2015, l'exploitation générale de Lifeco a présenté une perte nette de 5 M\$, une hausse par rapport à la perte nette de 4 M\$ présentée au deuxième trimestre de 2014 qui s'explique principalement par la diminution des produits tirés des placements.

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, l'exploitation générale de Lifeco a présenté une perte nette de 11 M\$, un montant comparable à celui enregistré pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La perte nette s'est chiffrée à 5 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2015, une baisse par rapport à la perte nette de 6 M\$ enregistrée au trimestre précédent qui s'explique principalement par la hausse des produits tirés des placements.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS

Renseignements financiers trimestriels (en millions de dollars, sauf les montants par action)		2015		2014				2013	
		T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Total des produits⁽¹⁾⁽²⁾		4 224	\$ 12 679	\$ 10 723	\$ 8 451	\$ 10 070	\$ 9 937	\$ 8 056	\$ 7 206
Détenteurs d'actions ordinaires									
Bénéfice net									
Total		659	\$ 700	657	687	615	587	717	523
De base – par action		0,661	0,702	0,658	0,687	0,616	0,587	0,717	0,527
Dilué – par action		0,659	0,700	0,657	0,686	0,615	0,587	0,716	0,522
Bénéfice d'exploitation⁽³⁾									
Total		659	\$ 700	657	687	615	587	491	523
De base – par action		0,661	0,702	0,658	0,687	0,616	0,587	0,491	0,527
Dilué – par action		0,659	0,700	0,657	0,686	0,615	0,587	0,490	0,522

(1) La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

(2) Les produits tiennent compte de la variation de la juste valeur par le biais du résultat net des actifs de placement.

(3) Le bénéfice d'exploitation (une mesure financière non définie par les IFRS) exclut l'incidence de certaines provisions liées à des litiges. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS, dans le présent document.

Le bénéfice net consolidé attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco s'est établi à 659 M\$ pour le deuxième trimestre de 2015, comparativement à 615 M\$ il y a un an, ce qui représente 0,661 \$ par action ordinaire (0,659 \$ après dilution) pour le deuxième trimestre de 2015, comparativement à 0,616 \$ par action ordinaire (0,615 \$ après dilution) il y a un an.

Le total des produits pour le deuxième trimestre de 2015 s'est établi à 4 224 M\$ et comprend des primes reçues de 5 516 M\$, des produits nets tirés des placements réguliers de 1 519 M\$, une variation à la baisse de 4 037 M\$ des actifs de placement à la juste valeur par le biais du résultat net et des honoraires et autres produits de 1 226 M\$.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Compagnie sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information se rapportant à la Compagnie devant être présentée dans les rapports déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales est a) consignée, traitée, résumée et présentée dans les délais stipulés par les lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales, et b) réunie et transmise aux membres de la haute direction de la Compagnie, notamment le président et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif et chef des services financiers, selon le cas, afin de leur permettre de prendre des décisions en temps opportun concernant la présentation de l'information.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie est conçu pour garantir de manière raisonnable que cette information est fiable et que les états financiers destinés à des parties externes sont dressés conformément aux IFRS. La direction de la Compagnie est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière. Tous les systèmes de contrôle interne comportent des limites intrinsèques et pourraient devenir inefficaces par suite de modifications de la situation. Par conséquent, même les systèmes qui sont jugés efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2015, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie n'a fait l'objet d'aucune modification ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir une incidence significative sur celui-ci.

CONVERSION DES DEVISES

Lifeco exerce ses activités dans plusieurs devises par l'intermédiaire de ses filiales en exploitation. Les quatre principales devises sont le dollar canadien, le dollar américain, la livre sterling et l'euro. Dans le présent rapport, l'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période de présentation. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période. Voici les taux employés :

Conversion des devises

Périodes closes les	30 juin 2015	31 mars 2015	31 déc. 2014	30 sept. 2014	30 juin 2014	31 mars 2014
Dollar américain						
Bilan	1,25 \$	1,27 \$	1,16 \$	1,12 \$	1,07 \$	1,11 \$
Produits et charges	1,23 \$	1,24 \$	1,14 \$	1,09 \$	1,09 \$	1,10 \$
Livre sterling						
Bilan	1,96 \$	1,88 \$	1,81 \$	1,82 \$	1,83 \$	1,84 \$
Produits et charges	1,89 \$	1,88 \$	1,80 \$	1,82 \$	1,84 \$	1,83 \$
Euro						
Bilan	1,39 \$	1,36 \$	1,40 \$	1,42 \$	1,46 \$	1,52 \$
Produits et charges	1,36 \$	1,40 \$	1,42 \$	1,44 \$	1,50 \$	1,51 \$

Des renseignements supplémentaires sur Lifeco, y compris ses plus récents états financiers consolidés, l'attestation du chef de la direction et du chef des services financiers ainsi que la notice annuelle, sont accessibles sur le site www.sedar.com.

COMPTES CONSOLIDÉS DE RÉSULTAT (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2015	31 mars 2015	30 juin 2014	30 juin 2015	30 juin 2014
Produits					
Primes reçues					
Primes brutes souscrites	6 410 \$	7 806 \$	6 646 \$	14 216 \$	12 757 \$
Primes cédées	(894)	(874)	(882)	(1 768)	(1 726)
Total des primes, montant net	5 516	6 932	5 764	12 448	11 031
Produits nets tirés des placements (note 4)					
Produits nets tirés des placements – réguliers	1 519	1 536	1 526	3 055	3 015
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	(4 037)	2 953	1 670	(1 084)	3 792
Total des produits nets tirés des placements	(2 518)	4 489	3 196	1 971	6 807
Honoraires et autres produits	1 226	1 258	1 110	2 484	2 169
	4 224	12 679	10 070	16 903	20 007
Prestations et charges					
Prestations aux titulaires de polices					
Contrats d'assurance et d'investissement					
Montant brut	5 127	5 640	4 592	10 767	9 393
Montant cédé	(490)	(483)	(476)	(973)	(951)
Total des prestations aux titulaires de polices, montant net	4 637	5 157	4 116	9 794	8 442
Participations des titulaires de polices et bonifications	374	381	358	755	746
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	(3 423)	4 351	3 106	928	5 881
Total des sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	1 588	9 889	7 580	11 477	15 069
Commissions	554	515	546	1 069	1 051
Charges d'exploitation et frais administratifs	1 081	1 078	915	2 159	1 848
Taxes sur les primes	80	84	83	164	168
Charges financières (note 9)	75	77	76	152	152
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	37	36	32	73	65
Coûts de restructuration et d'acquisition	14	7	10	21	15
Bénéfice avant impôt	795	993	828	1 788	1 639
Impôt sur le résultat (note 14)	86	224	156	310	329
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	709	769	672	1 478	1 310
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	19	37	28	56	50
Bénéfice net	690	732	644	1 422	1 260
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	31	32	29	63	58
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	659 \$	700 \$	615 \$	1 359 \$	1 202 \$
Bénéfice par action ordinaire (note 11)					
De base	0,661 \$	0,702 \$	0,616 \$	1,363 \$	1,203 \$
Dilué	0,659 \$	0,700 \$	0,615 \$	1,359 \$	1,202 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL *(non audité)*
(en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2015	31 mars 2015	30 juin 2014 <small>(note 2)</small>	30 juin 2015	30 juin 2014 <small>(note 2)</small>
Bénéfice net	690 \$	732 \$	644 \$	1 422 \$	1 260 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)					
Éléments qui pourraient être reclassés ultérieurement dans les comptes consolidés de résultat					
Profits (pertes) de change latents à la conversion des établissements à l'étranger	146	733	(335)	879	185
Profits (pertes) de change latents sur les titres d'emprunt libellés en euros désignés comme couverture de l'investissement net dans des établissements à l'étranger	(15)	20	30	5	5
Économie d'impôt sur le résultat	1	—	—	1	—
Profits (pertes) latents sur les actifs disponibles à la vente	(141)	130	57	(11)	152
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	30	(28)	(13)	2	(34)
Profits réalisés sur les actifs disponibles à la vente	(20)	(73)	(11)	(93)	(22)
Charge d'impôt sur le résultat	3	12	4	15	7
Profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie	29	(135)	66	(106)	7
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	(11)	51	(25)	40	(3)
Pertes réalisées sur les couvertures de flux de trésorerie	—	1	1	1	1
Participations ne donnant pas le contrôle	35	(42)	(18)	(7)	(46)
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	(10)	11	5	1	12
Total des éléments qui pourraient être reclassés	47	680	(239)	727	264
Éléments qui ne seront pas reclassés dans les comptes consolidés de résultat					
Réévaluations des régimes de retraite à prestations définies et d'autres avantages postérieurs à l'emploi (note 13)	325	(223)	(119)	102	(239)
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	(77)	48	28	(29)	57
Participations ne donnant pas le contrôle	(19)	7	8	(12)	17
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	5	(1)	(2)	4	(4)
Total des éléments qui ne seront pas reclassés	234	(169)	(85)	65	(169)
Total des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	281	511	(324)	792	95
Bénéfice global	971 \$	1 243 \$	320 \$	2 214 \$	1 355 \$

BILANS CONSOLIDÉS (non audité)
(en millions de dollars canadiens)

	30 juin 2015	31 décembre 2014
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 688 \$	2 498 \$
Obligations (note 4)	108 452	103 168
Prêts hypothécaires (note 4)	21 104	20 546
Actions (note 4)	7 826	7 820
Immeubles de placement (note 4)	5 220	4 613
Avances consenties aux titulaires de polices	8 221	7 711
	153 511	146 356
Fonds détenus par des assureurs cédants	14 050	12 154
Goodwill	5 865	5 855
Immobilisations incorporelles	3 768	3 625
Instruments financiers dérivés	466	652
Biens immobiliers occupés par leur propriétaire	629	619
Immobilisations corporelles	255	228
Actifs au titre des cessions en réassurance (note 8)	5 139	5 151
Primes en voie de recouvrement, débiteurs et intérêts à recevoir	3 444	3 056
Autres actifs	2 662	2 368
Impôt exigible	69	48
Actifs d'impôt différé	1 735	1 631
Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts (note 7)	184 835	174 966
Total de l'actif	376 428 \$	356 709 \$
Passif		
Passifs relatifs aux contrats d'assurance (note 8)	152 315 \$	145 198 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement (note 8)	842	857
Débitures et autres instruments d'emprunt	5 265	5 355
Fonds détenus en vertu de traités de réassurance	328	313
Instruments financiers dérivés	1 678	1 195
Créditeurs	2 061	1 480
Autres passifs	3 326	3 099
Impôt exigible	537	737
Passifs d'impôt différé	1 609	1 450
Débitures de fiducies de capital	162	162
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts (note 7)	184 835	174 966
Total du passif	352 958	334 812
Capitaux propres		
Participations ne donnant pas le contrôle		
Surplus attribuable au compte de participation de filiales	2 547	2 480
Participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales	185	163
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Capital social (note 10)		
Actions privilégiées	2 514	2 514
Actions ordinaires	7 166	7 102
Surplus cumulé	9 779	9 134
Cumul des autres éléments du résultat global	1 170	378
Surplus d'apport	109	126
Total des capitaux propres	23 470	21 897
Total du passif et des capitaux propres	376 428 \$	356 709 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES *(non audité)*
(en millions de dollars canadiens)

30 juin 2015						
Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments du résultat global	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
Solde au début de l'exercice	9 616 \$	126 \$	9 134 \$	378 \$	2 643 \$	21 897 \$
Bénéfice net	—	—	1 422	—	56	1 478
Autres éléments du résultat global	—	—	—	792	14	806
	9 616	126	10 556	1 170	2 713	24 181
Dividendes aux actionnaires						
Détenteurs d'actions privilégiées (note 11)	—	—	(63)	—	—	(63)
Détenteurs d'actions ordinaires	—	—	(650)	—	—	(650)
Actions exercées et émises en vertu des régimes de paiements fondés sur des actions (note 10)	79	(46)	—	—	39	72
Charge au titre des régimes de paiements fondés sur des actions	—	29	—	—	—	29
Règlement en titres de capitaux propres des régimes fondés sur des actions de Putnam	—	—	—	—	(23)	(23)
Actions achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 10)	(76)	—	—	—	—	(76)
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 10)	61	—	(61)	—	—	—
Perte de dilution sur les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	(3)	—	3	—
Solde à la fin de la période	9 680 \$	109 \$	9 779 \$	1 170 \$	2 732 \$	23 470 \$

30 juin 2014 (note 2)						
Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments du résultat global	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
Solde au début de l'exercice	9 426 \$	57 \$	7 899 \$	86 \$	2 362 \$	19 830 \$
Bénéfice net	—	—	1 260	—	50	1 310
Autres éléments du résultat global	—	—	—	95	21	116
	9 426	57	9 159	181	2 433	21 256
Dividendes aux actionnaires						
Détenteurs d'actions privilégiées (note 11)	—	—	(58)	—	—	(58)
Détenteurs d'actions ordinaires	—	—	(614)	—	—	(614)
Actions exercées et émises en vertu des régimes de paiements fondés sur des actions (note 10)	8	(1)	—	—	—	7
Charge au titre des régimes de paiements fondés sur des actions	—	5	—	—	—	5
Modification de régimes fondés sur des actions	—	26	—	—	217	243
Règlement en titres de capitaux propres des régimes fondés sur des actions de Putnam	—	—	—	—	(62)	(62)
Actions achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 10)	(22)	—	—	—	—	(22)
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 10)	17	—	(17)	—	—	—
Émission d'actions privilégiées	200	—	—	—	—	200
Frais d'émission d'actions	—	—	(4)	—	—	(4)
Solde à la fin de la période	9 629 \$	87 \$	8 466 \$	181 \$	2 588 \$	20 951 \$

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE *(non audité)*
(en millions de dollars canadiens)

	Pour les semestres clos les 30 juin	
	2015	2014
Activités d'exploitation		
Bénéfice avant impôt	1 788 \$	1 639 \$
Impôt sur le résultat payé, déduction faite des remboursements reçus	(265)	(410)
Ajustements :		
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	(729)	5 389
Variation des fonds détenus par des assureurs cédants	479	247
Variation des fonds détenus en vertu de traités de réassurance	(90)	17
Variation des coûts d'acquisition différés	24	30
Variation des actifs au titre des cessions en réassurance	124	(245)
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	1 084	(3 792)
Autres	81	(221)
	2 496	2 654
Activités de financement		
Émission d'actions ordinaires (note 10)	79	8
Émission d'actions privilégiées	—	200
Frais d'émission d'actions	—	(4)
Actions ordinaires achetées et annulées (note 10)	(76)	(22)
Diminution de la marge de crédit d'une filiale	(161)	(142)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	(650)	(614)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(63)	(58)
	(871)	(632)
Activités d'investissement		
Ventes et échéances d'obligations	16 396	15 293
Encaissements sur prêts hypothécaires	1 280	975
Ventes d'actions	1 025	1 943
Ventes d'immeubles de placement	4	98
Variation des avances consenties aux titulaires de polices	(104)	(50)
Placement dans des obligations	(17 821)	(17 231)
Placement dans des prêts hypothécaires	(1 161)	(1 820)
Placement dans des actions	(917)	(836)
Placement dans des immeubles de placement	(246)	(105)
	(1 544)	(1 733)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	109	29
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	190	318
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 498	2 791
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	2 688 \$	3 109 \$
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie		
Produits d'intérêts reçus	2 499 \$	2 465 \$
Intérêts versés	157 \$	158 \$
Dividendes reçus	120 \$	127 \$

NOTES ANNEXES RÉSUMÉES (*non audité*)

(*en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action*)

1. Renseignements généraux

Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la Compagnie) est une société inscrite en Bourse (Bourse de Toronto : GWO), constituée en société par actions et domiciliée au Canada. L'adresse du siège social de la Compagnie est la suivante : 100, rue Osborne Nord, Winnipeg (Manitoba) Canada R3C 1V3. Lifeco est membre du groupe de sociétés de la Corporation Financière Power (la Financière Power), et cette dernière est la société mère de la Compagnie.

Lifeco est une société de portefeuille spécialisée dans les services financiers ayant des participations dans l'assurance-vie, l'assurance-maladie, l'épargne-retraite, la gestion de placements et la réassurance, principalement au Canada, aux États-Unis et en Europe, par l'entremise de ses principales filiales en exploitation, soit La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West), la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et Putnam Investments, LLC (Putnam).

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers) de la Compagnie au 30 juin 2015 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date ont été approuvés par le conseil d'administration en date du 5 août 2015.

2. Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables

Les présents états financiers devraient être lus parallèlement aux états financiers consolidés annuels audités et aux notes annexes de la Compagnie au 31 décembre 2014. Certains chiffres correspondants au 30 juin 2014 présentés dans les états financiers ont été retraités à la suite de l'ajustement pour une période précédente décrit à la note 35 des états financiers consolidés annuels de la Compagnie au 31 décembre 2014. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2014, cet ajustement a donné lieu à une augmentation de 6 \$ et à une diminution de 2 \$, respectivement, des autres éléments du résultat global, en raison des pertes de change latentes à la conversion des établissements à l'étranger. Cet ajustement n'a eu aucune incidence sur le bénéfice net ni sur le bénéfice par action pour les périodes présentées dans ces états financiers.

Les états financiers de Lifeco au 30 juin 2015 ont été préparés conformément aux exigences de la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (l'IASB), ainsi qu'aux mêmes méthodes comptables et de calcul que celles qui ont été suivies dans les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, sauf dans les cas décrits ci-dessous.

La Compagnie a adopté les modifications à portée limitée des Normes internationales d'information financière (IFRS) pour les *Améliorations annuelles – Cycle 2010-2012*, les *Améliorations annuelles – Cycle 2011-2013* et IAS 19, *Avantages du personnel*, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2015. L'adoption de ces modifications à portée limitée n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Compagnie.

2. Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables (suite)

Méthodes comptables futures

En juillet 2015, l'IASB a reporté la date d'entrée en vigueur d'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, la faisant passer du 1^{er} janvier 2017, date mentionnée dans les états financiers consolidés annuels audités au 31 décembre 2014, au 1^{er} janvier 2018. La Compagnie continue d'évaluer l'incidence qu'aura l'adoption de cette norme.

Comme il a été expliqué dans les états financiers consolidés annuels audités au 31 décembre 2014, aucune autre modification importante aux méthodes comptables futures n'aura d'incidence sur la Compagnie.

Utilisation d'estimations, d'hypothèses et de jugements importants

Aux fins de la préparation des présents états financiers, la direction doit porter des jugements importants, faire des estimations importantes et formuler des hypothèses importantes qui influent sur les montants présentés de l'actif, du passif, du bénéfice net et sur l'information fournie à leur sujet. Bien que ces jugements et estimations comportent un degré d'incertitude inhérente, la direction est d'avis que les montants présentés sont raisonnables. Les principales sources d'incertitudes relatives aux estimations et les secteurs où des jugements importants ont été portés sont décrits dans les méthodes comptables concernées, présentées à la note 2 des états financiers consolidés annuels audités et les notes annexes de la Compagnie au 31 décembre 2014.

Les résultats de la Compagnie tiennent compte des jugements portés par la direction à l'égard de l'incidence de la situation actuelle des marchés du crédit, des actions ainsi que du change à l'échelle mondiale. La provision pour pertes sur créances futures, incluse dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance de la Compagnie, est tributaire des notations des placements. La Compagnie a pour habitude d'utiliser les notations de tiers indépendants lorsqu'elles sont disponibles.

3. Acquisitions d'entreprises

a) **J.P. Morgan Retirement Plan Services**

Le 29 août 2014, la Compagnie a conclu l'acquisition de la totalité des titres de capitaux propres avec droit de vote de J.P. Morgan Retirement Plan Services (RPS), entreprise de services de tenue de dossiers du marché des groupes de grande taille, par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive, Great-West Financial. La Compagnie a présenté la répartition du prix d'achat sur les montants des actifs acquis, du goodwill et des passifs repris à la note 3 des états financiers annuels consolidés audités au 31 décembre 2014. Au cours du premier trimestre de 2015, la Compagnie a finalisé la répartition du prix d'achat sans apporter d'ajustement par rapport aux soldes présentés au 31 décembre 2014.

b) **Legal & General International (Ireland) Limited – événement postérieur**

Le 1^{er} juillet 2015, la Compagnie, par l'intermédiaire de sa filiale en propriété exclusive indirecte, Canada Life Group, a acquis Legal & General International (Ireland) Limited, un fournisseur de solutions de gestion de placements et de patrimoine pour les particuliers à valeur nette élevée au Royaume-Uni.

L'incidence estimative à l'acquisition est la comptabilisation de fonds en unités de compte d'environ 5 G\$ aux postes Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts et Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts, dans le bilan de la Compagnie. La Compagnie finalise actuellement la répartition du prix d'achat de cette acquisition. L'acquisition n'aura pas d'incidence significative sur les résultats financiers de la Compagnie.

4. Placements de portefeuille

a) Les valeurs comptables et les justes valeurs estimatives des placements de portefeuille sont les suivantes :

	30 juin 2015		31 décembre 2014	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Obligations				
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	77 820 \$	77 820 \$	77 833 \$	77 833 \$
Classées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	1 917	1 917	2 167	2 167
Disponibles à la vente	13 394	13 394	9 990	9 990
Prêts et créances	15 321	16 810	13 178	14 659
	108 452	109 941	103 168	104 649
Prêts hypothécaires				
Résidentiels	7 474	7 876	7 238	7 653
Non résidentiels	13 630	14 712	13 308	14 514
	21 104	22 588	20 546	22 167
Actions				
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	6 629	6 629	6 617	6 617
Disponibles à la vente	52	52	50	50
Disponibles à la vente, au coût ⁽²⁾	557	s.o.	560	s.o.
Méthode de la mise en équivalence	588	598	593	664
	7 826	7 279	7 820	7 331
Immeubles de placement	5 220	5 220	4 613	4 613
Total	142 602 \$	145 028 \$	136 147 \$	138 760 \$

⁽¹⁾ Un actif financier est désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net lors de la comptabilisation initiale s'il élimine ou réduit considérablement une non-concordance comptable. Les variations de la juste valeur des actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement compensées par les variations des passifs relatifs aux contrats d'assurance, car l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance est déterminée en fonction des actifs qui couvrent les passifs.

Un actif financier est classé comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net lors de la comptabilisation initiale s'il fait partie d'un portefeuille dont les titres sont négociés activement dans le but de générer des produits tirés des placements.

⁽²⁾ Comme la juste valeur ne peut être déterminée de façon fiable, les placements sont détenus au coût et sont exclus du montant total présenté au titre de la juste valeur.

4. Placements de portefeuille (suite)

b) Les placements de portefeuille incluent les éléments suivants :

Valeur comptable des placements ayant subi une dépréciation

	30 juin 2015	31 décembre 2014
Montants dépréciés par classement		
À la juste valeur par le biais du résultat net	355 \$	355 \$
Disponibles à la vente	15	14
Prêts et créances	24	15
Total	394 \$	384 \$

La valeur comptable des prêts et créances est présentée ci-dessus, déduction faite de provisions de 19 \$ et de 18 \$ au 30 juin 2015 et au 31 décembre 2014, respectivement.

c) Les produits nets tirés des placements se répartissent comme suit :

Pour le trimestre clos le 30 juin 2015	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits nets tirés des placements – réguliers :						
Produits tirés des placements – gagnés	1 035 \$	238 \$	60 \$	87 \$	121 \$	1 541 \$
Profits (pertes) nets réalisés						
Disponibles à la vente	20	—	—	—	—	20
Autres classements	2	(8)	15	—	—	9
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net	—	—	—	—	—	—
Autres produits et charges	—	—	—	(26)	(25)	(51)
	1 057	230	75	61	96	1 519
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	(26)	—	—	—	—	(26)
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	(3 966)	—	(134)	81	8	(4 011)
	(3 992)	—	(134)	81	8	(4 037)
Total	(2 935) \$	230 \$	(59) \$	142 \$	104 \$	(2 518) \$

4. Placements de portefeuille (suite)

Pour le trimestre clos le 30 juin 2014	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits nets tirés des placements – réguliers :						
Produits tirés des placements – gagnés	1 037 \$	238 \$	63 \$	80 \$	130 \$	1 548 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	4	—	9	—	—	13
Autres classements	3	2	—	—	—	5
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net						
	—	1	—	—	—	1
Autres produits et charges						
	—	—	—	(17)	(24)	(41)
	<u>1 044</u>	<u>241</u>	<u>72</u>	<u>63</u>	<u>106</u>	<u>1 526</u>
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net						
	18	—	—	—	—	18
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net						
	1 231	—	292	47	82	1 652
	<u>1 249</u>	<u>—</u>	<u>292</u>	<u>47</u>	<u>82</u>	<u>1 670</u>
Total	<u>2 293 \$</u>	<u>241 \$</u>	<u>364 \$</u>	<u>110 \$</u>	<u>188 \$</u>	<u>3 196 \$</u>

Pour le semestre clos le 30 juin 2015	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits nets tirés des placements – réguliers :						
Produits tirés des placements – gagnés	2 052 \$	481 \$	122 \$	175 \$	211 \$	3 041 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	93	—	1	—	—	94
Autres classements	7	—	15	—	—	22
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net						
	—	1	—	—	—	1
Autres produits et charges						
	—	—	—	(51)	(52)	(103)
	<u>2 152</u>	<u>482</u>	<u>138</u>	<u>124</u>	<u>159</u>	<u>3 055</u>
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net						
	19	—	—	—	—	19
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net						
	(1 389)	—	28	136	122	(1 103)
	<u>(1 370)</u>	<u>—</u>	<u>28</u>	<u>136</u>	<u>122</u>	<u>(1 084)</u>
Total	<u>782 \$</u>	<u>482 \$</u>	<u>166 \$</u>	<u>260 \$</u>	<u>281 \$</u>	<u>1 971 \$</u>

4. Placements de portefeuille (suite)

Pour le semestre clos le 30 juin 2014	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits nets tirés des placements – réguliers :						
Produits tirés des placements – gagnés	2 044 \$	472 \$	134 \$	157 \$	247 \$	3 054 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	16	—	8	—	—	24
Autres classements	12	4	—	—	—	16
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net						
	—	—	—	—	—	—
Autres produits et charges						
	—	—	—	(33)	(46)	(79)
	<u>2 072</u>	<u>476</u>	<u>142</u>	<u>124</u>	<u>201</u>	<u>3 015</u>
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net						
	50	—	—	—	—	50
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net						
	2 943	—	502	137	160	3 742
	<u>2 993</u>	<u>—</u>	<u>502</u>	<u>137</u>	<u>160</u>	<u>3 792</u>
Total	<u>5 065 \$</u>	<u>476 \$</u>	<u>644 \$</u>	<u>261 \$</u>	<u>361 \$</u>	<u>6 807 \$</u>

Les produits tirés des placements gagnés comprennent les produits générés par les placements classés comme disponibles à la vente, comme des prêts et créances et comme des placements classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les produits tirés des placements liés aux obligations et aux prêts hypothécaires comprennent les produits d'intérêts ainsi que l'amortissement des primes et de l'escompte. Les produits tirés des actions comprennent les dividendes et les produits tirés de la participation de la Compagnie dans IGM Financial Inc. et Allianz Ireland. Les produits tirés des immeubles de placement comprennent les produits locatifs gagnés à l'égard de ces immeubles, les loyers fonciers gagnés sur les terrains loués et sous-loués, le recouvrement des frais, les produits au titre de la résiliation de baux ainsi que les intérêts et les autres produits tirés des placements réalisés sur les immeubles de placement.

5. Gestion du risque lié aux instruments financiers

La Compagnie dispose de politiques pour déterminer, mesurer, surveiller et atténuer les risques liés à ses instruments financiers et en assurer le contrôle. Les principaux risques à cet égard sont le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque lié au marché financier (change, taux d'intérêt et marchés boursiers). Le comité de gestion des risques du conseil d'administration est responsable du suivi des principaux risques auxquels la Compagnie est exposée. L'approche de la Compagnie à l'égard de la gestion du risque n'a pas changé de manière importante par rapport à celle qui est décrite dans le rapport annuel de 2014 de Lifeco. Certains risques sont présentés ci-dessous. Une analyse de la structure de gouvernance de la Compagnie et de son approche de gestion à l'égard du risque est présentée à la note Gestion du risque lié aux instruments financiers dans les états financiers consolidés audités de la Compagnie au 31 décembre 2014, ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle du rapport de gestion de la Compagnie au 31 décembre 2014.

5. Gestion du risque lié aux instruments financiers (suite)

La Compagnie a également établi des politiques et des procédures pour déterminer, mesurer et présenter les risques significatifs. La direction est responsable de l'établissement des procédures de gestion du capital relatives à la mise en œuvre et au suivi du plan de capital. Le conseil d'administration examine et approuve toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la Compagnie subisse une perte financière si certains de ses débiteurs manquent à leur obligation d'effectuer des paiements à leur échéance.

Concentration du risque de crédit

Les concentrations du risque de crédit proviennent de l'exposition à un seul débiteur, à un groupe de débiteurs liés ou à un groupe de débiteurs partageant des caractéristiques de risque de crédit similaires, comme un groupe de débiteurs exerçant leurs activités dans la même région ou dans des secteurs similaires. Aucun changement important n'est survenu depuis l'exercice clos le 31 décembre 2014.

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Compagnie ne soit pas en mesure de répondre à la totalité de ses engagements en matière de sorties de trésorerie à mesure qu'ils arrivent à échéance. La Compagnie gère ce risque en appliquant les politiques et les procédures suivantes :

- La Compagnie gère étroitement les liquidités d'exploitation au moyen de l'appariement des flux de trésorerie de l'actif et du passif et par l'établissement de prévisions quant aux rendements obtenus et nécessaires. Cette façon de procéder assure une correspondance entre les obligations à l'égard des titulaires de polices et le rendement de l'actif.
- La direction surveille de près la solvabilité et les positions de capitaux propres de ses principales filiales et les compare aux besoins de liquidités de la société de portefeuille. La Compagnie peut obtenir des liquidités supplémentaires par l'intermédiaire de marges de crédit établies ou de transactions sur les marchés financiers. La Compagnie détient des marges de crédit obtenues auprès de banques à charte canadiennes.

c) Risque lié au marché financier

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des facteurs du marché qui peuvent être classés dans trois catégories : le risque de change, le risque de taux d'intérêt (compte tenu de l'inflation) et le risque lié aux marchés boursiers.

Mise en garde au sujet des sensibilités au risque

Les présents états financiers contiennent des estimations de sensibilité et de mesures d'exposition relatives à certains risques, notamment la sensibilité à des fluctuations précises des taux d'intérêt projetés et des cours de marché à la date d'évaluation. Les résultats réels peuvent être sensiblement différents de ces estimations, notamment en raison :

- de l'évaluation des circonstances donnant lieu au scénario qui pourrait entraîner des changements aux approches d'investissement et de réinvestissement et aux scénarios de taux d'intérêt pris en compte;
- des changements apportés aux hypothèses actuarielles et aux hypothèses sur le rendement des investissements et les activités d'investissement futures;
- des résultats réels, qui pourraient être sensiblement différents des résultats prévus aux hypothèses;
- des changements apportés à la répartition des activités, aux taux d'imposition effectifs et à d'autres facteurs liés au marché;
- des interactions entre ces facteurs et les hypothèses lorsque plusieurs viennent à changer;
- des limites générales des modèles internes de la Compagnie.

Pour ces raisons, les sensibilités énoncées devraient être considérées uniquement comme des estimations indicatives quant à la sensibilité sous-jacente de chacun des facteurs en fonction des hypothèses émises ci-dessus. Étant donné la nature de ces calculs, la Compagnie ne peut en aucun cas garantir que l'incidence réelle sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires correspondra à celle qui est indiquée.

5. Gestion du risque lié aux instruments financiers (suite)

i) Risque de change

Le risque de change réside dans le fait que les activités de la Compagnie et les instruments financiers qu'elle détient sont libellés en diverses devises. En ce qui concerne l'actif couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement qui n'est pas libellé dans la même devise, les fluctuations des taux de change peuvent exposer la Compagnie au risque que les pertes de change ne soient pas contrebalancées par des diminutions du passif. La Compagnie détient des investissements nets dans des établissements à l'étranger. De plus, les dettes de la Compagnie sont principalement libellées en dollars canadiens. En vertu des IFRS, les profits et les pertes de change liés à l'investissement net dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture et de l'incidence fiscale connexes, sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. Le raffermissement ou l'affaiblissement du taux de change au comptant du dollar canadien par rapport à celui du dollar américain, de la livre sterling et de l'euro a une incidence sur le total des capitaux propres de la Compagnie. Par conséquent, la valeur comptable par action et le ratio des capitaux propres de la Compagnie surveillés par les agences de notation en subissent également l'incidence.

- Un affaiblissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une augmentation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation non significative du bénéfice net. Un raffermissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une diminution des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation non significative du bénéfice net.

ii) Risque de taux d'intérêt

Il existe un risque de taux d'intérêt lorsqu'il n'y a pas appariement parfait entre les flux de trésorerie de l'actif et du passif et que les taux d'intérêt fluctuent, ce qui entraîne un écart de valeur entre l'actif et le passif.

Les flux de trésorerie projetés des actifs et des passifs actuels sont utilisés dans la méthode canadienne axée sur le bilan pour l'établissement des passifs relatifs aux contrats d'assurance. Des hypothèses actuarielles ont été établies relativement aux taux de rendement de l'actif qui les couvre, aux titres à revenu fixe, aux capitaux propres et à l'inflation. Ces hypothèses reposent sur les meilleures estimations des taux de réinvestissement futurs et de l'inflation (en supposant qu'il y ait corrélation), et incluent des marges servant à couvrir les écarts défavorables, déterminées conformément aux normes de la profession. Ces marges sont nécessaires pour tenir compte des possibilités de mauvaise estimation ou de détérioration future des meilleures estimations et donnent une assurance raisonnable que les passifs relatifs aux contrats d'assurance couvrent diverses éventualités. Les marges sont révisées régulièrement afin de vérifier leur pertinence.

Le risque de réinvestissement est évalué au moyen de plusieurs scénarios de taux d'intérêt, qui prévoient tour à tour l'augmentation, la diminution et la fluctuation des taux. La provision totale relative aux taux d'intérêt suffit à couvrir un ensemble plus étendu ou plus strict de risques que l'ensemble de risques minimal défini dans les scénarios actuels prescrits par l'Institut canadien des actuaires.

La fourchette des taux d'intérêt couverts par ces provisions est établie en tenant compte des résultats historiques à long terme et elle fait l'objet d'une surveillance trimestrielle et d'un examen exhaustif annuel. De l'avis de la Compagnie, une modification parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement n'aurait pas une incidence significative sur la fourchette des taux d'intérêt devant être couverts par les provisions. Toutefois, si elle se prolongeait, cette modification parallèle pourrait avoir une incidence sur les scénarios envisagés par la Compagnie.

5. Gestion du risque lié aux instruments financiers (suite)

Le total de la provision relative aux taux d'intérêt tient également compte des scénarios actuels prescrits par l'Institut canadien des actuaires :

- Une augmentation parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement en vertu des scénarios prescrits n'aurait aucune incidence sur la provision totale relative aux taux d'intérêt.
- Une diminution parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement en vertu des scénarios prescrits n'aurait aucune incidence sur la provision totale relative aux taux d'intérêt.

Une autre façon de mesurer le risque de taux d'intérêt associé à ces hypothèses consiste à déterminer l'incidence d'une modification de 1 % de la fourchette des taux d'intérêt qui, selon la Compagnie, devraient être couverts par des provisions sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ayant une incidence sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Compagnie :

- L'incidence d'une augmentation immédiate de 1 % de la partie inférieure ou supérieure de la fourchette des taux d'intérêt prise en compte dans les provisions correspondrait à une diminution d'environ 124 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, laquelle donnerait lieu à une augmentation d'environ 74 \$ du bénéfice net.
- L'incidence d'une diminution immédiate de 1 % de la partie inférieure ou supérieure de la fourchette des taux d'intérêt prise en compte dans les provisions correspondrait à une hausse d'environ 593 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, laquelle entraînerait une diminution d'environ 403 \$ du bénéfice net.

iii) Risque lié aux marchés boursiers

Le risque lié aux marchés boursiers correspond à l'incertitude liée à l'évaluation des actifs et des passifs découlant des fluctuations des marchés boursiers et à d'autres risques de prix. Afin d'atténuer le risque de prix, la politique de placement de la Compagnie prévoit le recours à des investissements prudents dans les marchés boursiers, selon des limites clairement définies. Le risque associé aux garanties liées aux fonds distincts a été atténué au moyen d'un programme de couverture des garanties de retrait minimum à vie, lequel prévoit l'utilisation de contrats à terme standardisés sur actions, de contrats à terme de gré à gré sur devises et d'instruments dérivés sur taux. En ce qui a trait aux polices comportant des garanties liées aux fonds distincts, la Compagnie calcule généralement les passifs relatifs aux contrats d'assurance selon un niveau d'espérance conditionnelle unilatérale 75 (ECU 75).

Certains passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sont soutenus par des immeubles de placement, des actions ordinaires et des titres de capitaux propres non cotés en Bourse, notamment des produits de fonds distincts et des produits aux flux de trésorerie de durée indéterminée. Ces passifs fluctuent généralement en fonction des valeurs des actions. Leur montant pourrait donc varier en conséquence. Une remontée de 10 % des valeurs des actions donnerait lieu à une diminution supplémentaire des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'environ 56 \$, donnant lieu à son tour à une augmentation du bénéfice net d'environ 47 \$. Un recul de 10 % des valeurs des actions entraînerait une augmentation supplémentaire des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'environ 156 \$, entraînant à son tour une diminution du bénéfice net d'environ 124 \$.

Les hypothèses les plus probables liées au rendement des actions se fondent principalement sur les moyennes historiques à long terme. Des changements sur le marché actuel pourraient donner lieu à des modifications de ces hypothèses et auraient une incidence sur les flux de trésorerie de l'actif et du passif. L'incidence d'une augmentation de 1 % des hypothèses les plus probables se traduirait par une diminution d'environ 490 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance sans participation, ce qui donnerait lieu à une augmentation du bénéfice net d'environ 395 \$. L'incidence d'une diminution de 1 % des hypothèses les plus probables se traduirait par une augmentation d'environ 519 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance sans participation, ce qui entraînerait une diminution du bénéfice net d'environ 411 \$.

6. Évaluation à la juste valeur

La Compagnie a classé ses actifs et ses passifs évalués à la juste valeur selon la hiérarchie des justes valeurs suivante :

Les évaluations à la juste valeur de niveau 1 utilisent des données sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, auxquelles la Compagnie a accès. Les actifs et les passifs évalués selon le niveau 1 comprennent les titres de participation négociés activement, les contrats à terme standardisés négociés en Bourse ainsi que les fonds communs de placement et les fonds distincts dont les cours sont disponibles sur un marché actif et qui ne comportent pas de clauses de rachat restrictives.

Les évaluations à la juste valeur de niveau 2 utilisent des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement ou indirectement. Ces données du niveau 2 comprennent les cours des actifs et des passifs similaires sur les marchés actifs ainsi que les données autres que les cours observables de l'actif et du passif, par exemple, les courbes des taux d'intérêt et de rendement observables à intervalles réguliers. Les justes valeurs de certains titres du niveau 2 ont été fournies par un service d'établissement des prix. Ces données incluent, sans s'y limiter, les rendements de référence, les négociations publiées, les prix obtenus des courtiers, les écarts des émetteurs, les marchés réciproques, les titres de référence, les offres et d'autres données de référence. Les actifs et les passifs correspondant au niveau 2 comprennent ceux dont le prix est évalué en fonction d'une méthode matricielle fondée sur la qualité du crédit et la durée moyenne, des titres de gouvernements et d'agences, des actions incessibles, un certain nombre d'obligations et d'actions privées, la plupart des obligations de sociétés assorties d'une notation élevée et de grande qualité, la plupart des titres adossés à des actifs, la plupart des contrats dérivés négociés sur le marché hors cote ainsi que les prêts hypothécaires. Les contrats d'investissement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement compris dans le niveau 2.

Les évaluations à la juste valeur de niveau 3 utilisent une ou plusieurs données importantes qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables; il s'agit de cas où il n'y a que peu d'activité, voire aucune, sur le marché pour l'actif ou le passif. Les valeurs pour la plupart des titres correspondant au niveau 3 ont été obtenues à partir des prix d'un seul courtier, de modèles internes d'établissement des prix ou d'évaluateurs externes. Les actifs et les passifs financiers évalués en fonction du niveau 3 comprennent généralement un certain nombre d'obligations, certains titres adossés à des actifs, des actions privées, les placements dans des fonds communs et des fonds distincts comportant certaines clauses de rachat restrictives, certains contrats dérivés négociés sur le marché hors cote ainsi que les immeubles de placement.

6. Évaluation à la juste valeur (suite)

Le tableau suivant présente des renseignements à l'égard des actifs et des passifs de la Compagnie évalués à la juste valeur sur une base récurrente, en fonction des niveaux de hiérarchie :

	30 juin 2015			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs évalués à la juste valeur				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 688 \$	— \$	— \$	2 688 \$
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net				
Obligations	—	79 728	9	79 737
Actions	6 575	7	47	6 629
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	6 575	79 735	56	86 366
Actifs financiers disponibles à la vente				
Obligations	—	13 393	1	13 394
Actions	51	—	1	52
Total des actifs financiers disponibles à la vente	51	13 393	2	13 446
Immeubles de placement	—	—	5 220	5 220
Dérivés ⁽¹⁾	3	463	—	466
Autres actifs :				
Actifs du compte de négociation de Putnam	271	195	1	467
Autres actifs détenus à des fins de transaction	86	—	—	86
Autres ⁽²⁾	111	—	—	111
Total des actifs évalués à la juste valeur	9 785 \$	93 786 \$	5 279 \$	108 850 \$
Passifs évalués à la juste valeur				
Dérivés ⁽³⁾	1 \$	1 677 \$	— \$	1 678 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	—	813	29	842
Autres passifs – autres	111	—	—	111
Total des passifs évalués à la juste valeur	112 \$	2 490 \$	29 \$	2 631 \$

(1) Compte non tenu de garanties reçues de 119 \$.

(2) Compte tenu d'une garantie en trésorerie en vertu d'ententes de prêt de titres.

(3) Compte non tenu de garanties données de 348 \$.

Aucun transfert n'a été effectué entre le niveau 1 et le niveau 2 au titre des actifs et des passifs de la Compagnie au cours de la période considérée.

6. Évaluation à la juste valeur (suite)

	31 décembre 2014			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Actifs évalués à la juste valeur				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 498 \$	— \$	— \$	2 498 \$
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net				
Obligations	—	79 914	86	80 000
Actions	6 594	6	17	6 617
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	6 594	79 920	103	86 617
Actifs financiers disponibles à la vente				
Obligations	—	9 989	1	9 990
Actions	49	—	1	50
Total des actifs financiers disponibles à la vente	49	9 989	2	10 040
Immeubles de placement	—	—	4 613	4 613
Dérivés ⁽¹⁾	1	651	—	652
Autres actifs :				
Actifs du compte de négociation de Putnam	184	143	—	327
Autres actifs détenus à des fins de transaction	78	—	—	78
Autres ⁽²⁾	16	—	—	16
Total des actifs évalués à la juste valeur	9 420 \$	90 703 \$	4 718 \$	104 841 \$
Passifs évalués à la juste valeur				
Dérivés ⁽³⁾	4 \$	1 191 \$	— \$	1 195 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	—	829	28	857
Autres passifs – autres	16	—	—	16
Total des passifs évalués à la juste valeur	20 \$	2 020 \$	28 \$	2 068 \$

(1) Compte non tenu de garanties reçues de 52 \$.

(2) Compte tenu d'une garantie en trésorerie en vertu d'ententes de prêt de titres.

(3) Compte non tenu de garanties données de 273 \$.

Aucun transfert n'a été effectué entre le niveau 1 et le niveau 2 au titre des actifs et des passifs de la Compagnie au cours de la période considérée.

6. Évaluation à la juste valeur (suite)

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des actifs et des passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente pour lesquels la Compagnie a utilisé des données du niveau 3 :

30 juin 2015								
	Obligations à la juste valeur par le biais du résultat net	Obligations disponibles à la vente	Actions à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽³⁾	Actions disponibles à la vente	Immeubles de placement	Autres actifs – compte de négociation ⁽⁴⁾	Total de l'actif de niveau 3	Passifs relatifs aux contrats d'investissement
Solde au début de l'exercice	86 \$	1 \$	17 \$	1 \$	4 613 \$	— \$	4 718 \$	28 \$
Total des profits								
Compris dans le résultat net	5	—	3	—	136	—	144	—
Compris dans les autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	—	—	—	—	238	—	238	—
Achats	—	—	34	—	246	1	281	—
Ventes	—	—	(3)	—	(4)	—	(7)	—
Remboursements	(48)	—	—	—	—	—	(48)	—
Autres	—	—	—	—	(9)	—	(9)	1
Transferts vers le niveau 3 ⁽²⁾	—	—	—	—	—	—	—	—
Transferts hors du niveau 3 ⁽²⁾	(34)	—	(4)	—	—	—	(38)	—
Solde à la fin de la période	9 \$	1 \$	47 \$	1 \$	5 220 \$	1 \$	5 279 \$	29 \$
Total des profits pour la période compris dans les produits de placement nets	5 \$	— \$	3 \$	— \$	136 \$	— \$	144 \$	— \$
Variation des profits latents pour la période compris dans le résultat pour les actifs détenus au 30 juin 2015	5 \$	— \$	2 \$	— \$	125 \$	— \$	132 \$	— \$

(1) Le montant des autres éléments du résultat global pour les immeubles de placement représente les profits de change latents.

(2) Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts hors du niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples ou de la suspension des clauses de rachat restrictives sur les placements dans des fonds communs et des fonds distincts.

(3) Comprennent les placements dans des fonds communs et des fonds distincts comportant des clauses de rachat restrictives. La juste valeur est déterminée en fonction des cours du marché observables.

(4) Comprennent des titres de capitaux propres non liquides lorsqu'il n'existe pas de cours publié; toutefois, la Compagnie est d'avis que le fait de changer les données de manière à modifier raisonnablement les hypothèses n'entraînerait pas de changement important en ce qui a trait à la valeur.

6. Évaluation à la juste valeur (suite)

31 décembre 2014

	Obligations à la juste valeur par le biais du résultat net	Obligations disponibles à la vente	Actions à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽³⁾	Actions disponibles à la vente	Immeubles de placement	Autres actifs – compte de négociation ⁽⁴⁾	Total de l'actif de niveau 3	Passifs relatifs aux contrats d'investissement
Solde au début de l'exercice	333 \$	24 \$	24 \$	1 \$	4 288 \$	21 \$	4 691 \$	30 \$
Total des profits (pertes)								
Compris dans le résultat net	6	—	(1)	—	262	1	268	—
Compris dans les autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	—	1	—	—	56	—	57	—
Achats	33	—	8	—	127	—	168	—
Ventes	—	—	(13)	—	(98)	(22)	(133)	—
Remboursements	(1)	—	—	—	—	—	(1)	—
Transfert dans les biens immobiliers occupés	—	—	—	—	(13)	—	(13)	—
Autres	—	—	—	—	(9)	—	(9)	(2)
Transferts vers le niveau 3 ⁽²⁾	—	—	—	—	—	—	—	—
Transferts hors du niveau 3 ⁽²⁾	(285)	(24)	(1)	—	—	—	(310)	—
Solde à la fin de l'exercice	86 \$	1 \$	17 \$	1 \$	4 613 \$	— \$	4 718 \$	28 \$
Total des profits (pertes) pour l'exercice compris dans les produits de placement nets	6 \$	— \$	(1) \$	— \$	262 \$	1 \$	268 \$	— \$
Variation des profits (pertes) latents pour l'exercice compris dans le résultat pour les actifs détenus au 31 décembre 2014	6 \$	— \$	(3) \$	— \$	229 \$	1 \$	233 \$	— \$

(1) Le montant des autres éléments du résultat global pour les immeubles de placement représente les profits de change latents.

(2) Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts hors du niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples ou de la suspension des clauses de rachat restrictives sur les placements dans des fonds communs et des fonds distincts.

(3) Comprennent les placements dans des fonds communs et des fonds distincts comportant des clauses de rachat restrictives. La juste valeur est déterminée en fonction des cours du marché observables.

(4) Comprennent des titres de capitaux propres non liquides lorsqu'il n'existe pas de cours publié; toutefois, la Compagnie est d'avis que le fait de changer les données de manière à modifier raisonnablement les hypothèses n'entraînerait pas de changement important en ce qui a trait à la valeur.

6. Évaluation à la juste valeur (suite)

Le tableau suivant présente des renseignements à l'égard des données importantes non observables utilisées en fin de période aux fins de l'évaluation des actifs et des passifs classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Type d'actif	Méthode d'évaluation	Données importantes non observables	Valeur des données	Interdépendance entre les données importantes non observables et l'évaluation de la juste valeur
Immeubles de placement	L'évaluation des immeubles de placement est généralement déterminée au moyen de modèles d'évaluation des immeubles qui sont fondés sur les taux de capitalisation attendus et sur des modèles qui actualisent le montant net des flux de trésorerie futurs prévus. L'établissement de la juste valeur des immeubles de placement exige l'utilisation d'estimations, telles que les flux de trésorerie futurs (hypothèses locatives, taux de location, dépenses d'investissement et dépenses d'exploitation futurs) et les taux d'actualisation, le taux de capitalisation réversif et le taux de capitalisation global applicables aux actifs selon les taux du marché.	Taux d'actualisation	Fourchette de 3,5 % à 11,0 %	Une diminution du taux d'actualisation se traduirait par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux d'actualisation se traduirait par une diminution de la juste valeur.
		Taux réversif	Fourchette de 5,0 % à 8,3 %	Une diminution du taux réversif se traduirait par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux réversif se traduirait par une diminution de la juste valeur.
		Taux d'inoccupation	Moyenne pondérée de 2,9 %	Une diminution du taux d'inoccupation prévu se traduirait généralement par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux d'inoccupation prévu se traduirait généralement par une diminution de la juste valeur.

7. Fonds distincts

Les tableaux ci-dessous présentent des renseignements à l'égard des placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts, conformément aux exigences de présentation de l'information prévues par la loi qui s'appliquent dans chacune des régions où la Compagnie exerce ses activités :

a) Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts

	30 juin 2015	31 décembre 2014
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 076 \$	11 052 \$
Obligations	39 580	37 912
Prêts hypothécaires	2 510	2 508
Actions et parts de fiducies d'investissement à participation unitaire	73 579	68 911
Fonds communs de placement	49 425	46 707
Immeubles de placement	9 886	9 533
	186 056	176 623
Produits à recevoir	363	364
Autres passifs	(2 917)	(3 033)
Participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds communs de placement	1 333	1 012
Total	184 835 \$	174 966 \$

7. Fonds distincts (suite)

b) Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts

	Pour les semestres clos les 30 juin	
	2015	2014
Solde au début de l'exercice	174 966 \$	160 779 \$
Ajouter (déduire) :		
Dépôts des titulaires de polices	9 882	11 080
Produits nets tirés des placements	951	1 035
Profits en capital réalisés sur les placements, montant net	2 771	2 476
Profits en capital latents sur les placements, montant net	2 377	5 250
Profits latents attribuables aux fluctuations des taux de change	4 017	774
Retraits des titulaires de polices	(10 505)	(10 674)
Placement des fonds distincts dans le fonds général	31	(382)
Placement du fonds général dans les fonds distincts	(6)	—
Virement du fonds général, montant net	30	35
Participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds communs de placement	321	10
Autres	—	(1)
Total	9 869	9 603
Solde à la fin de la période	184 835 \$	170 382 \$

c) Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts en fonction des niveaux de hiérarchie des évaluations à la juste valeur (note 6)

	30 juin 2015			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts⁽¹⁾	118 323 \$	58 168 \$	10 760 \$	187 251 \$

⁽¹⁾ Compte non tenu d'un montant de 2 416 \$ au titre des autres passifs, déduction faite des autres actifs.

	31 décembre 2014			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts ⁽¹⁾	112 189 \$	54 942 \$	10 390 \$	177 521 \$

⁽¹⁾ Compte non tenu d'un montant de 2 555 \$ au titre des autres passifs, déduction faite des autres actifs.

Au premier semestre de 2015, des placements dans des actions étrangères d'une valeur de 321 \$ ont été transférés du niveau 1 au niveau 2 (2 234 \$ transférés du niveau 1 au niveau 2 au 31 décembre 2014), car la Compagnie avait été en mesure d'obtenir des prix cotés observables sur des marchés actifs.

7. Fonds distincts (suite)

Les actifs du niveau 2 incluent les actifs pour lesquels les sources de prix du marché usuelles ne fournissent pas la juste valeur et pour lesquels la Compagnie ne peut évaluer les actifs sous-jacents.

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts évalués à la juste valeur pour lesquels la Compagnie a utilisé les données du niveau 3 :

	30 juin 2015	31 décembre 2014
Solde au début de l'exercice	10 390 \$	9 298 \$
Total des profits inclus dans les produits tirés des placements liés aux fonds distincts	369	782
Achats	275	919
Ventes	(273)	(603)
Transferts vers le niveau 3	—	4
Transferts hors du niveau 3	(1)	(10)
Solde à la fin de la période	10 760 \$	10 390 \$

Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts hors du niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples.

Se reporter à la rubrique Garanties liées aux fonds distincts et aux produits de rentes variables du rapport de gestion de la Compagnie pour la période close le 30 juin 2015 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle du rapport de gestion daté du 31 décembre 2014 de la Compagnie pour obtenir plus de renseignements sur l'exposition au risque inhérent aux garanties de la Compagnie et sur la façon dont elle gère ces risques.

8. Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement

	30 juin 2015		
	Passif, montant brut	Actifs au titre des cessions en réassurance	Montant net
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	152 315 \$	5 139 \$	147 176 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	842	—	842
Total	153 157 \$	5 139 \$	148 018 \$
	31 décembre 2014		
	Passif, montant brut	Actifs au titre des cessions en réassurance	Montant net
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	145 198 \$	5 151 \$	140 047 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	857	—	857
Total	146 055 \$	5 151 \$	140 904 \$

9. Charges financières

Les charges financières s'établissent comme suit :

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2015	2014	2015	2014
Charges d'exploitation :				
Intérêts sur les marges de crédit à l'exploitation et les instruments d'emprunt à court terme	2 \$	2 \$	3 \$	3 \$
Charges financières :				
Intérêts sur les débetures à long terme et les autres instruments d'emprunt	65	65	131	131
Intérêts sur les débetures de fiducies de capital	2	2	5	5
Autres	6	7	13	13
	73	74	149	149
Total	75 \$	76 \$	152 \$	152 \$

10. Capital social

Actions ordinaires

	Pour les semestres clos les 30 juin			
	2015		2014	
	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable
Actions ordinaires				
Solde au début de l'exercice	996 699 371	7 102 \$	999 402 079	7 112 \$
Achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(2 126 298)	(76)	(726 304)	(22)
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	—	61	—	17
Exercées et émises en vertu du régime d'options sur actions	2 306 036	79	260 802	8
Solde à la fin de la période	996 879 109	7 166 \$	998 936 577	7 115 \$

Le 5 décembre 2014, la Compagnie a annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités d'au plus 8 000 000 de ses actions ordinaires aux fins d'annulation, au cours du marché. L'offre a débuté le 9 décembre 2014 et se terminera le 8 décembre 2015.

10. Capital social (suite)

Au cours du semestre clos le 30 juin 2015, la Compagnie a racheté puis annulé 2 126 298 actions ordinaires au coût de 76 \$ (726 304 au cours du semestre clos le 30 juin 2014 dans le cadre de la précédente offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au coût de 22 \$). Le capital social de la Compagnie a été diminué de la valeur comptable moyenne des actions rachetées aux fins d'annulation. L'excédent payé sur la valeur comptable moyenne s'est établi à 61 \$ et a été comptabilisé à titre de réduction des capitaux propres (17 \$ au cours du semestre clos le 30 juin 2014, dans le cadre de la précédente offre publique de rachat dans le cours normal des activités).

Au cours du semestre clos le 30 juin 2015, 2 306 036 actions ordinaires ont été exercées en vertu du régime d'actionariat de la Compagnie, pour une valeur comptable de 79 \$ (260 802 au cours du semestre clos le 30 juin 2014, pour une valeur comptable de 8 \$).

11. Bénéfice par action ordinaire

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2015	2014	2015	2014
Bénéfice				
Bénéfice net	690 \$	644 \$	1 422 \$	1 260 \$
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	(31)	(29)	(63)	(58)
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	659 \$	615 \$	1 359 \$	1 202 \$
Nombre d'actions ordinaires				
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation	997 371 589	999 058 528	997 113 344	999 136 645
Ajouter : exercice potentiel d'options sur actions en cours	2 768 324	926 027	2 512 342	1 091 114
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	1 000 139 913	999 984 555	999 625 686	1 000 227 759
Bénéfice de base par action ordinaire	0,661 \$	0,616 \$	1,363 \$	1,203 \$
Bénéfice dilué par action ordinaire	0,659 \$	0,615 \$	1,359 \$	1,202 \$
Dividendes par action ordinaire	0,3260 \$	0,3075 \$	0,6520 \$	0,6150 \$

12. Gestion du capital

a) Politiques et objectifs

La gestion du capital consiste à établir et à maintenir de façon constante la quantité et la qualité du capital pour les besoins de la Compagnie et à faire en sorte que celui-ci soit affecté conformément aux attentes des parties prenantes de la Compagnie. À cet égard, le conseil d'administration considère que les principales parties prenantes sont les actionnaires, les titulaires de polices et les détenteurs de créances subordonnées de la Compagnie, ainsi que les organismes de réglementation concernés dans les divers territoires où la Compagnie et ses filiales exercent leurs activités.

12. Gestion du capital (suite)

La Compagnie gère son capital sur une base consolidée ainsi qu'au niveau de chaque filiale en exploitation. Les principaux objectifs de la stratégie de gestion du capital de la Compagnie sont les suivants :

- maintenir la capitalisation de ses filiales en exploitation réglementées à un niveau qui excède les exigences minimales de capital réglementaire appropriées dans les territoires où les filiales exercent leurs activités;
- conserver d'excellentes notations de crédit et de solidité financière qui lui garantissent un accès stable aux marchés financiers;
- offrir une structure du capital efficace afin de maximiser la valeur pour les actionnaires, en tenant compte des risques opérationnels et des plans stratégiques de la Compagnie.

Le processus de planification en matière de capital incombe au chef des services financiers de la Compagnie. Le plan de capital est examiné par le comité de direction du conseil d'administration et approuvé par le conseil d'administration de la Compagnie, sur une base annuelle. Le conseil d'administration examine et approuve toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction.

La capitalisation cible de la Compagnie et de ses filiales est déterminée en tenant compte de divers facteurs tels que la probabilité qu'elle devienne inférieure aux exigences minimales de capital réglementaire dans les territoires où les activités sont exercées, les opinions exprimées par diverses agences de notation qui fournissent des notations de santé financière et d'autres notations à la Compagnie et la volonté de réunir suffisamment de capitaux pour avoir un degré de confiance élevé quant à sa capacité de respecter ses obligations envers les titulaires de polices et ses autres obligations.

b) Capital réglementaire

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en personnes morales en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales : le montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent. À cette fin, divers ajouts au capital ou diverses déductions de ce dernier sont prescrits par les lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada. Le tableau qui suit présente un sommaire des données et des ratios ayant trait au montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent et l'information connexe de la Great-West :

	30 juin 2015	31 décembre 2014
Capital de première catégorie ajusté, montant net	12 064 \$	11 132 \$
Capital de deuxième catégorie, montant net	2 508	2 530
Total du capital disponible	14 572 \$	13 662 \$
Total du capital requis	6 370 \$	6 092 \$
Ratio du capital de première catégorie	189 %	183 %
Ratio du capital total	229 %	224 %

D'autres établissements et filiales à l'étranger de la Compagnie doivent se conformer aux exigences de capital et de solvabilité des territoires où ils sont présents. Au 31 décembre 2014, la Compagnie maintenait la capitalisation à un niveau excédant les exigences minimales réglementaires locales dans chacun des territoires de ses autres établissements à l'étranger.

13. Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Le total de la charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi incluse dans les charges d'exploitation et les autres éléments du résultat global s'établit comme suit :

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2015	2014	2015	2014
Régimes de retraite				
Coût des services	52 \$	40 \$	102 \$	79 \$
Coût financier, montant net	7	—	13	1
	59	40	115	80
Autres avantages postérieurs à l'emploi				
Coût des services	—	1	1	1
Coût financier, montant net	4	4	8	9
	4	5	9	10
Charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi – comptes consolidés de résultat	63	45	124	90
Réévaluations des régimes de retraite				
Écarts actuariels	(571)	237	(34)	462
Rendement moins élevé (plus élevé) que le rendement prévu de l'actif	236	(135)	(184)	(254)
Frais administratifs plus élevés (moins élevés) que prévu	1	—	1	(1)
Variation du plafond de l'actif	27	—	112	(7)
Perte actuarielle – placement dans une entreprise associée ⁽¹⁾	2	8	6	12
(Bénéfice) perte au titre des réévaluations des régimes de retraite	(305)	110	(99)	212
Réévaluations des autres avantages postérieurs à l'emploi				
Écarts actuariels	(20)	9	(3)	27
Charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi – autres éléments de (bénéfice global) perte globale	(325)	119	(102)	239
Total (des produits) de la charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi	(262) \$	164 \$	22 \$	329 \$

⁽¹⁾ Ce montant représente la quote-part de la Compagnie des gains et des pertes liés à la réévaluation du régime de retraite découlant d'un placement dans une entreprise associée comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.

13. Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (suite)

Le tableau ci-après présente le taux d'actualisation moyen pondéré des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi qui a été utilisé pour réévaluer l'obligation au titre des prestations définies aux dates suivantes :

	Taux d'actualisation moyen pondéré	
30 juin 2015 (30 juin 2014)	3,7 %	(4,0) %
31 mars 2015 (31 mars 2014)	3,1 %	(4,3) %
31 décembre 2014 (31 décembre 2013)	3,5 %	(4,7) %

14. Impôt sur le résultat

a) Charge d'impôt

La charge d'impôt se compose des éléments suivants :

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2015	2014	2015	2014
Impôt exigible	31 \$	82 \$	180 \$	188 \$
Impôt différé	55	74	130	141
Total de la charge d'impôt sur le résultat	86 \$	156 \$	310 \$	329 \$

b) Taux d'imposition effectif

Pour le trimestre clos le 30 juin 2015, le taux d'imposition effectif global de Lifeco était de 11 %, comparativement à 19 % pour le trimestre clos le 30 juin 2014. Pour le semestre clos le 30 juin 2015, le taux d'imposition effectif global de Lifeco était de 17 %, comparativement à 19 % pour l'ensemble de l'exercice 2014 et à 20 % pour le semestre clos le 30 juin 2014. Les taux d'imposition effectifs sont généralement inférieurs au taux d'imposition de la Compagnie prévu par la loi, qui se chiffre à 26,75 %, en raison des avantages fiscaux liés aux produits de placement non imposables et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers.

Le taux d'imposition effectif pour le trimestre clos le 30 juin 2015 est inférieur à celui pour la période correspondante de l'exercice précédent principalement en raison du pourcentage plus élevé de produits gagnés à l'étranger assujettis à des taux d'imposition inférieurs dans des territoires étrangers, et des modifications de certaines estimations fiscales ayant donné lieu à une diminution de la charge d'impôt exigible.

Le taux d'imposition effectif pour le semestre clos le 30 juin 2015 est inférieur aux taux enregistrés pour le semestre clos le 30 juin 2014 et pour l'ensemble de l'exercice 2014, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux qui sous-tendent les résultats du trimestre.

14. *Impôt sur le résultat (suite)*

c) Actifs d'impôt différé

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre de différences temporaires déductibles, de pertes et d'autres reports en avant non utilisés dans la mesure où la réalisation des avantages d'impôt connexes par l'entremise des bénéfices imposables futurs est probable.

La comptabilisation se fonde sur le fait qu'il est probable que la Compagnie enregistrera des bénéfices imposables ou qu'elle pourra tirer parti d'occasions de planification fiscale, et ainsi utiliser les actifs d'impôt différé. Des changements de circonstances au cours de périodes futures pourraient avoir des répercussions défavorables sur l'appréciation du caractère recouvrable des actifs. L'incertitude quant à la recouvrabilité est prise en compte au moment de déterminer les actifs d'impôt différé. Le processus annuel de planification financière de la Compagnie constitue un point de départ important pour l'évaluation des actifs d'impôt différé.

L'actif d'impôt différé comporte des soldes qui sont tributaires des bénéfices imposables futurs. Or, les entités pertinentes ont subi des pertes soit durant l'exercice en cours, soit à l'exercice précédent. Le total de l'actif d'impôt différé pour les entités visées les plus importantes était de 1 279 \$ au 30 juin 2015 (1 216 \$ au 31 décembre 2014).

15. Provisions et passif éventuel (changements survenus après la publication des états financiers consolidés datés du 31 décembre 2014)

Le 15 avril 2015, la United States Court of Appeals for the Second Circuit a rendu sa décision relativement à la deuxième poursuite civile concernant une filiale de la Compagnie, Putnam Advisory Company, LLC. La décision annule le rejet de la poursuite et renvoie la cause devant une instance inférieure.

16. Information sectorielle

Résultat net consolidé

Pour le trimestre clos le 30 juin 2015

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits					
Total des primes, montant net	2 839 \$	905 \$	1 772 \$	— \$	5 516 \$
Produits nets tirés des placements					
Produits nets tirés des placements – réguliers	630	390	498	1	1 519
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	(1 181)	(566)	(2 290)	—	(4 037)
Total des produits nets tirés des placements	(551)	(176)	(1 792)	1	(2 518)
Honoraires et autres produits	366	577	283	—	1 226
	2 654	1 306	263	1	4 224
Prestations et charges					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	1 460	543	(415)	—	1 588
Autres ⁽¹⁾	775	614	322	4	1 715
Charges financières	29	35	10	1	75
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	15	18	4	—	37
Coûts de restructuration et d'acquisition	—	3	11	—	14
Bénéfice (perte) avant impôt	375	93	331	(4)	795
Charge (économie) d'impôt	47	22	18	(1)	86
Bénéfice net (perte nette) avant les participations ne donnant pas le contrôle	328	71	313	(3)	709
Participations ne donnant pas le contrôle	16	2	1	—	19
Bénéfice net (perte nette)	312	69	312	(3)	690
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	26	—	5	—	31
Bénéfice net (perte nette) avant la répartition du capital	286	69	307	(3)	659
Incidence de la répartition du capital	22	(2)	(18)	(2)	—
Bénéfice net (perte nette) – détenteurs d'actions ordinaires	308 \$	67 \$	289 \$	(5) \$	659 \$

⁽¹⁾ Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.

16. Information sectorielle (suite)

Pour le trimestre clos le 30 juin 2014

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits					
Total des primes, montant net	2 776 \$	832 \$	2 156 \$	— \$	5 764 \$
Produits nets tirés des placements					
Produits nets tirés des placements – réguliers	643	352	529	2	1 526
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	780	302	588	—	1 670
Total des produits nets tirés des placements	1 423	654	1 117	2	3 196
Honoraires et autres produits	356	436	318	—	1 110
	4 555	1 922	3 591	2	10 070
Prestations et charges					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	3 367	1 295	2 918	—	7 580
Autres ⁽¹⁾	728	478	332	6	1 544
Charges financières	29	35	12	—	76
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	13	14	5	—	32
Coûts de restructuration et d'acquisition	—	—	10	—	10
Bénéfice (perte) avant impôt	418	100	314	(4)	828
Charge (économie) d'impôt	90	25	42	(1)	156
Bénéfice net (perte nette) avant les participations ne donnant pas le contrôle	328	75	272	(3)	672
Participations ne donnant pas le contrôle	24	2	2	—	28
Bénéfice net (perte nette)	304	73	270	(3)	644
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	24	—	5	—	29
Bénéfice net (perte nette) avant la répartition du capital	280	73	265	(3)	615
Incidence de la répartition du capital	24	(4)	(19)	(1)	—
Bénéfice net (perte nette) – détenteurs d'actions ordinaires	304 \$	69 \$	246 \$	(4) \$	615 \$

⁽¹⁾ Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.

16. Information sectorielle (suite)

Pour le semestre clos le 30 juin 2015

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits					
Total des primes, montant net	5 506 \$	1 634 \$	5 308 \$	— \$	12 448 \$
Produits nets tirés des placements					
Produits nets tirés des placements – réguliers	1 259	785	1 011	—	3 055
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	195	(334)	(945)	—	(1 084)
Total des produits nets tirés des placements	1 454	451	66	—	1 971
Honoraires et autres produits	724	1 150	610	—	2 484
	7 684	3 235	5 984	—	16 903
Prestations et charges					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	5 225	1 664	4 588	—	11 477
Autres ⁽¹⁾	1 538	1 200	646	8	3 392
Charges financières	58	71	22	1	152
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	29	35	9	—	73
Coûts de restructuration et d'acquisition	—	4	17	—	21
Bénéfice (perte) avant impôt	834	261	702	(9)	1 788
Charge (économie) d'impôt	170	66	76	(2)	310
Bénéfice net (perte nette) avant les participations ne donnant pas le contrôle	664	195	626	(7)	1 478
Participations ne donnant pas le contrôle	49	4	3	—	56
Bénéfice net (perte nette)	615	191	623	(7)	1 422
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	52	—	11	—	63
Bénéfice net (perte nette) avant la répartition du capital	563	191	612	(7)	1 359
Incidence de la répartition du capital	44	(3)	(37)	(4)	—
Bénéfice net (perte nette) – détenteurs d'actions ordinaires	607 \$	188 \$	575 \$	(11) \$	1 359 \$

⁽¹⁾ Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.

16. Information sectorielle (suite)

Pour le semestre clos le 30 juin 2014

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits					
Total des primes, montant net	5 389 \$	1 644 \$	3 998 \$	— \$	11 031 \$
Produits nets tirés des placements					
Produits nets tirés des placements – réguliers	1 281	709	1 027	(2)	3 015
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	1 727	625	1 440	—	3 792
Total des produits nets tirés des placements	3 008	1 334	2 467	(2)	6 807
Honoraires et autres produits	700	855	614	—	2 169
	<u>9 097</u>	<u>3 833</u>	<u>7 079</u>	<u>(2)</u>	<u>20 007</u>
Prestations et charges					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	6 732	2 593	5 744	—	15 069
Autres ⁽¹⁾	1 443	972	642	10	3 067
Charges financières	58	70	24	—	152
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	26	29	10	—	65
Coûts de restructuration et d'acquisition	—	—	15	—	15
Bénéfice (perte) avant impôt	838	169	644	(12)	1 639
Charge (économie) d'impôt	195	48	89	(3)	329
Bénéfice net (perte nette) avant les participations ne donnant pas le contrôle	643	121	555	(9)	1 310
Participations ne donnant pas le contrôle	46	3	1	—	50
Bénéfice net (perte nette)	597	118	554	(9)	1 260
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	47	—	11	—	58
Bénéfice net (perte nette) avant la répartition du capital	550	118	543	(9)	1 202
Incidence de la répartition du capital	48	(8)	(38)	(2)	—
Bénéfice net (perte nette) – détenteurs d'actions ordinaires	<u>598 \$</u>	<u>110 \$</u>	<u>505 \$</u>	<u>(11) \$</u>	<u>1 202 \$</u>

⁽¹⁾ Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.

GREAT-WEST LIFECO_{INC.}

MEMBRE DU GROUPE DE SOCIÉTÉS DE LA CORPORATION FINANCIÈRE POWER^{MC}

Protéger notre avenir

La Great-West Lifeco attache beaucoup d'importance à la responsabilité environnementale; pour cette raison, elle s'efforce d'exercer ses activités de façon équilibrée et durable.

Dans le but de réduire notre empreinte environnementale, le présent rapport a été imprimé sur du papier qui contient au moins 30 % de fibres recyclées après consommation. Lorsque vous aurez terminé la lecture du présent rapport, veuillez le mettre au recyclage. Vous pouvez également le télécharger en vous rendant à l'adresse www.greatwestlifeco.com.

Ce papier est certifié Forest Stewardship Council® (FSC®) par Rainforest Alliance.